

**Ils tuent, ils torturent, ils pillent...**

**Contre leur projet  
néo-colonial...**

**Solidarité avec  
les résistants  
irakiens et  
palestiniens !**



**Contre l'Europe du  
fric et de la guerre**

**le 13 juin**

**LCR  
LO**



## Leur Europe et la nôtre

Les élections européennes du 13 juin sont censées poser le problème de l'Europe que nous voulons construire. La campagne de l'UMP regarde clairement vers l'extrême droite : ses priorités sont « l'identité de la France », « la lutte contre l'insécurité et le terrorisme », fixer les frontières de l'Europe contre l'immigration et la Turquie, la mise en place d'une « Europe de Défense »... Elle veut « revaloriser le travail », « le mérite, l'effort » et des « projets industriels européens ». C'est clair, c'est une Europe faite pour les patrons, dans laquelle les droits sociaux n'ont pas leur place.

Du côté du Parti socialiste, c'est à peine moins clair. Malgré un vernis plus social, la même logique est présente. Il propose de développer les partenariats entre les patrons, par une politique de « grands travaux au niveau européen » financés par l'emprunt. Il propose de développer une défense européenne face aux Etats-Unis, c'est-à-dire défendre les intérêts des bourgeoisies européennes dans le monde grâce à l'armée. Il veut le renforcement de la « coopération policière et judiciaire », « assurer la sécurité de nos frontières extérieures » par rapport à l'immigration.

### L'Europe des patrons

Dans ces programmes, derrière un maquillage humaniste, on voit l'Europe qui est construite depuis des années, en particulier avec les traités de Maastricht et d'Amsterdam, que le RPR et le PS ont adopté sans problème. Le patronat et les Etats comme la

France ou l'Allemagne veulent une Europe capable de concurrencer les Etats-Unis dans la domination du monde, une Europe conçue comme un grand marché où faire des profits pour leurs entreprises. Pour y parvenir, ils ont besoin de prendre l'argent des services publics pour le mettre dans l'armée et les subventions aux entreprises, et ils ont besoin de limiter les droits des travailleurs. Les premières victimes, ce sont les immigrés, qu'on renvoie au statut de sans-papiers, c'est-à-dire de sans-droit, de travailleurs que l'on peut exploiter en toute impunité.

C'est cette logique qui est à l'œuvre dans la Constitution européenne qu'ils veulent mettre en place. Même les droits sociaux élémentaires qui existent dans les pays capitalistes n'y sont pas présents. Par contre, c'est la défense de la libre concurrence, du marché, voire peut-être de « l'héritage chrétien » de l'Europe.

### L'Europe des travailleurs et des peuples

Nous ne sommes pas contre l'Europe, nous sommes même pour un monde sans frontières, avec une coopération mondiale, des échanges culturels, la liberté de circulation... Mais il y a une incompatibilité entre l'Europe qu'ils veulent et celle que nous voulons construire. Pour eux, il s'agit de renforcer la position du patronat. Au niveau international, c'est conquérir de nouveaux marchés face aux Etats-Unis au Moyen-Orient, en Chine, en Afrique en s'appuyant sur l'armée et sur des entreprises européennes plutôt que nationales. Au niveau



européen, c'est réduire les droits sociaux, diminuer les services publics... Pour nous, c'est l'inverse. Nous voulons une Europe où les travailleurs et les jeunes pourraient lutter ensemble contre ceux qui les exploitent : construire des mobilisations sociales, imposer des mesures comme l'interdiction des licenciements, l'interdiction des profits, l'égalité des droits entre français et étrangers, hommes et femmes, homos et hétéros...

Nous n'attendons pas le grand soir pour construire cette Europe. Elle commence le 5 juin avec les manifestations pour sauver l'assurance maladie et contre la guerre. Elle doit continuer avec la construction du mouvement international contre la guerre, les occupations militaires et la mondialisation capitaliste, sur nos lieux d'étude, de travail, sur nos quartiers, par la construction de collectifs avec le plus de monde possible. Elle doit continuer à la rentrée avec la mobilisation contre la destruction de l'assurance maladie et la réforme LMD.

C'est en construisant un rapport de force contre ceux qui nous dirigent, en commençant à organiser les exploités, que nous démarrons la contre offensive pour construire une Europe dans laquelle chacun pourra s'émanciper.

Privas, [Jussieu]

## Une nouvelle force pour renverser le capitalisme

Quelque soit le score des listes LO-LCR à l'élection du 13 juin, ce sont des centaines de milliers de personnes qui se seront reconnues dans les idées qu'elles portent. Parmi ces idées, il y a la volonté de construire les luttes pour stopper la guerre des grandes puissances en Irak, en Palestine, en Côte d'Ivoire ou en Tchétchénie ; ou encore pour stopper l'offensive contre l'assurance maladie ou les réformes contre l'éducation (LMD, baisse des moyens...). Il y a aussi le projet d'une autre société que nous portons.

Par les listes LO-LCR est posé le problème de la lutte contre cette société qui nous mènent tous, quelques soient les pays, à la ruine. Pour cela, il faut s'organiser par milliers avec plusieurs objectifs en tête. D'une

part construire les luttes dès aujourd'hui pour renforcer le camp des exploités et des opprimés, construire des collectifs contre la guerre, préparer sur nos lieux de travail ou d'études la mobilisation contre la politique du gouvernement. Et, d'autre part, il faut avoir conscience qu'il faut mener ces luttes jusqu'au bout : pour satisfaire toutes nos revendications de manière durable, il faudra changer le fonctionnement de la société.

Nous pensons qu'il est nécessaire que ceux qui en sont convaincus s'organisent, pour discuter de la meilleure façon de se battre. Et, plus nous serons nombreux, plus nous saurons comment faire, et plus nous serons capables de le faire sur des lieux différents. Rejoignez-nous !

P, [J]

### Quelques mesures qui amélioreraient concrètement vie des jeunes :

- 1- Un emploi stable pour chaque jeune
- 2- Une allocation d'autonomie pour étudier, se former, chercher un emploi, de 1 000 euros.
- 3- Pas un flic dans les lycées
- 4- Embauche de profs et de personnels dans l'éducation
- 5- Retrait de la réforme Ects-LMD, rémunération des stages au même salaire que les autres travailleurs
- 6- Liberté de circulation, régularisation de tous les sans-papiers
- 7- Pour les femmes, à travail égal, salaire égal !
- 8- Avortement et contraception libres, gratuits et accessibles
- 9- Homos-hétéros : droits égaux !
- 10- Transports et culture gratuits

## Pour des Etats-Unis socialistes d'Europe

Cette société mène à la ruine : c'est la recherche des profits pour les actionnaires et les entreprises qui conduit à la misère une grande partie de la population. Il y a les réductions de salaire, le chômage, la diminution du salaire minimum et des aides pour les chômeurs (par rapport aux prix qui augmentent)... En France, 20 % des moins de 30 ans vivent sous le seuil de pauvreté.

Cela ne sera pas possible sans changer de société. Aujourd'hui, c'est une minorité qui possède les richesses et les moyens de pro-

duire (80 % du revenu mondial est possédé par 5% de la population) et décide de l'organisation du monde. Il faut que ça change ! Pour que l'économie soit au service du plus grand nombre, il faut que ce soit ceux qui n'ont rien actuellement qui possèdent et dirigent collectivement. Pour nous, c'est ça la révolution.

Les richesses et le niveau technologique que qui existent en Europe sont immenses, c'est la première puissance économique. Aujourd'hui, elle est gaspillée car les entreprises préfèrent ne pas vendre que donner

à des populations qui n'ont pas d'argent. Si c'est la population qui organise la production, en décidant démocratiquement les priorités, la façon de produire, la pauvreté pourrait être facilement résorbée. En s'organisant à l'échelle mondiale, c'est la fin dans le monde et la misère qui seraient supprimées, toutes les études le prouvent, même celles faites par l'ONU, l'Organisation mondiale de la santé ou le Bureau international du travail.

La misère et les guerres disparaissant,

c'est petit à petit l'ensemble des oppressions qui disparaîtraient : l'oppression des femmes, le racisme, l'homophobie, etc. Plus personne n'aura besoin d'en opprimer d'autres pour vivre un peu mieux. Au contraire, c'est la collaboration de tous qui sera nécessaire pour vivre ensemble au mieux.

P, [J]



## Qui sommes-nous ?



Nous luttons pour une société débarrassée de toute exploitation et aliénation, pour une société socialiste, autogérée, démocratique et pluraliste. Notre but, c'est l'assurance pour chacun d'épanouir sa personnalité, l'élaboration d'un avenir collectif, l'impossibilité pour une minorité de soumettre la société à ses intérêts égoïstes. Tout cela n'a rien à voir avec le stalinisme qui s'est effondré à l'Est.

Nous sommes révolutionnaires parce que cette société ne peut naître que d'une rupture radicale avec l'ordre existant. Parce que nous n'avons rien à attendre d'un système générateur de millions de chômeurs, de précaires et de mal-logés dans les pays riches, et de centaines de millions d'affamés dans le sud, d'un système qui menace de détruire la planète elle-même. Enfin, parce que tous ceux qui ont prétendu le réformer ont échoué, alors que la crise s'est aggravée, que le racisme augmente...

Nous sommes partie prenante de toutes les luttes contre le chauvinisme et le racisme, le fascisme, l'impérialisme, contre les préjugés religieux, l'oppression spécifique des femmes, le machisme, contre l'homophobie et toute vision normative de la sexualité.

Nous sommes internationalistes parce que nous sommes solidaires des peuples du tiers-monde, que nous luttons pour de nouveaux rapports entre les peuples. Parce que nous ne reconnaissons pas le droit aux grandes puissances de régler le sort des pays pauvres, parce que nous combattons le militarisme des puissants mais que nous défendons le droit des faibles à se libérer, si nécessaire, les armes à la main.

Enfin, nous pensons que pour gagner, il faut lutter dans l'unité, s'organiser démocratiquement, et ne compter que sur ses propres forces.

## Abonnez-vous ! Prenez contact !

- Je désire m'abonner au journal (à partir du numéro ..... )  
10 euros pour 10 numéros (chèque à l'ordre de RCL)
- Je veux des informations sur les Rencontres internationales de jeunes (fin juillet au Portugal)
- Je désire prendre contact avec les JCR-RED

Je désire commander :  
..... brochure(s) sur la précarité (1 euro l'exemplaire)  
..... carnet de chants de luttes (1 euro l'exemplaire)  
..... brochure(s) sur la guerre (1 euro l'exemplaire)  
..... brochure(s) sur la Palestine (1 euro l'exemplaire)

Total : ..... euros  
Chèque à l'ordre de RCL

Nom ..... Prénom.....  
Adresse .....  
Code postal ..... Ville .....  
Téléphone ..... e-mail .....

Envoyez à JCR-RED, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil.  
mail : jcr@jcr-red.org — web : www.jcr-red.org

# EDF-GDF : les travailleurs en ordre de bataille !!!

8 000 manifestants dans les rues, plus de 70 % de grévistes, 300 trains spéciaux affrétés pour l'occasion : jeudi 27 mai dernier, c'est à une magistrale démonstration de force que les gaziers et électriciens d'EDF-GDF nous ont permis d'assister. Des dizaines de milliers de travailleurs ont ainsi répondu à l'appel à se mobiliser de l'intersyndicale CGT, CFDT, CFTC et FO pour réclamer l'abandon du changement de statut des deux groupes publics en société anonyme en vue d'une ouverture de capital. Raffarin et Sarkozy ont bien tenté, avant et après, de calmer le jeu en affirmant qu'« au grand jamais ils n'envisageaient de privatiser un service public aussi rentable, quelle idée voyons ! ». Peine perdue.

A entendre les slogans pendant la manif, nul doute que les travailleurs d'EDF-GDF ont parfaitement compris où voulait en venir le gouvernement aux ordres du Medef avec son projet de loi, qu'ils ont d'ailleurs directement associé à une logique plus large de casse des services publics. « Sauvons la sécu », « tous ensemble en grève jusqu'au retrait du projet de loi, stop privatisation », « La santé, l'énergie, c'est la même logique », « L'électricité, le gaz, c'est pas pour le privé, c'est pour les usagers », « Repoussons le Medef par la mobilisation », scandaient les hommes et femmes en bleu. A leurs côtés des délégations de cheminots mais aussi de la Snecma et d'Aéroports de Paris, deux sociétés dont « l'ouverture du capital » (la privatisation) est prévue prochainement, ont défilé en solidarité avec les électriciens et gaziers. Mais surtout, par sa combativité et son niveau de généralisation, la forte mobilisation de ce secteur-clé du monde du travail vient donner un coup de fouet au mouvement social, et permet d'augurer une certaine ampleur à la manif du 5 juin. En bons professionnels, les personnels d'EDF-GDF ont réussi à électriser le climat social. Manque plus maintenant qu'une étincelle...

Adopté le 19 mai en conseil des ministres, le projet de loi de changement de statut du gouvernement viendra en discussion à l'As-

## Sommaire

- 2 Elections européennes
- 3 Actualité
- Dossier Marche des Fiertés**
- 4 Se battre contre l'Homophobie  
Histoire des Marches
- 5 D'où vient l'homophobie ?  
Droit au mariage !
- Monde**
- 6 Aux origines de la guerre sans limite  
Palestine  
1991 : la révolte des Chiites en Irak
- 7 La résistance irakienne  
Conférence de Tareq Ali
- 8 La Torture, arme de guerre
- Hexagone**
- 9 Les mensonges du lobby nucléaire  
Les Roms  
Réforme LMD
- Kultur**
- 10 Les intermittents s'invitent à Cannes  
Disque : Rost  
Livre : La France des Mosquées
- Histoire**
- 11 Hiroshima, Nagasaki, crimes contre l'humanité
- Echéances**
- 12 RIJ  
3 jours pour changer le monde

semblée nationale le 15 juin, date à laquelle les syndicats appellent à une nouvelle grève nationale de 24 heures.



## Jobs d'été

# Attention aux arnaques !

La fin de la période scolaire arrivant à grands pas, nous sommes très nombreux et nombreuses à devoir non seulement travailler pendant la période scolaire, mais également à devoir bosser pendant les vacances afin de financer nos études.

Cette situation que nous déplorons tous est une aubaine pour le patronat qui se voit proposer une main d'œuvre obligée d'accepter n'importe quelles conditions afin de trouver un boulot. Ceci dit, il existe quand même une réglementation du travail relative aux branches ou vous bossez. Par exemple, sur la période d'essai, c'est-à-dire la période pendant laquelle vous pouvez vous faire virer sans préavis, souvent parce que vous n'êtes pas assez rentables, elle ne peut excéder

que très rarement dix jours pour deux mois de travail. Ceci dit, il y a parfois des dérogations selon certaines catégories d'emploi, et c'est pour cela qu'il ne faut jamais hésiter à demander à votre employeur ou aux syndicats les conventions collectives en vigueur. Vous devez également vous assurer que vous avez bien signé un contrat de travail dans un délai maximum de deux jours après votre date d'embauche, afin d'être certains que vous êtes bien déclaré à l'URSSAF, ce qui permet de cotiser pour la retraite, la sécu, les congés payés... Mais c'est surtout en cas d'accident du travail que les problèmes se posent très souvent. En effet, si vous avez un problème de ce type, votre patron fera tout pour ne pas reconnaître cet accident, pour éviter de payer ses cotisations, et de ne pas

vous verser votre salaire à 100% (60% pour la sécu et 40% pour le patron). Pour terminer, si on vous demande de faire des heures supplémentaires, assurez vous bien qu'elles sont payées, mais sachez également que vous ne pouvez pas en fait un nombre infini, car si ces heures sont la plupart du temps majorées, elles sont surtout faites pour être rentables pour le patron !

Laorañs, [Nanterre]

## Quick en grève

Une nouvelle fois, des salarié-e-s de la restauration (exploitation) rapide ont du mener une grève pour se faire respecter eux et leurs droits. Cette fois-ci, c'est le Quick Saran qui a vu 2/3 des effectifs en grève et jusqu'à 25 personnes pendant 5 jours pour exiger l'arrêt des licenciements abusifs, l'amélioration du comportement de « l'encadrement » parfois sexiste... Malgré les pressions du patron qui a tenté de faire croire aux grévistes et aux non grévistes que la grève était illégale, les salarié-e-s ont obtenu l'arrêt de l'envoi de lettres de préavis de licenciement et la promesse d'un changement de comportement de la part du « l'encadrement », mais hélas pas la réintégration des licencié-e-s. Démarré en réponse à une vague de licenciement et vu comme le seul moyen d'établir un rapport de force avec le patron, le mouvement de grève a obtenu un

large soutien de la part des clients avec plus de 2000 signatures de soutien et souvent les clients faisaient demi-tour en solidarité. Les salarié-e-s sont plus que motivé-e-s pour refaire la grève si besoin tant elle apparaît comme le moyen de pression le plus efficace face aux patrons, dans le sens où elle s'attaque directement aux profits des exploités. C'est dans ces cas-là que notre slogan « Nos vies valent plus que leurs profits » prend tout son sens !!

Charlie et Pierre, [Orléans]

## A l'école, dans la rue, au boulot... Combattre l'homophobie sur tous les fronts !

Aux mois de mai et juin ont lieu les marches des fiertés dans toute la France. Elle rassemblent de plus en plus d'homosexuels, de lesbiennes, de bisexuels, de transgenres et tous ceux qui sont attachés à la liberté sexuelle et à l'égalité des droits.

« Homophobie » : haine, oppression vis-à-vis des homosexuel(le)s, des LGBT (Lesbiennes, Gays, Bisexuels, Transsexuels).

**C**ette haine, cette oppression augmentent actuellement : la tentative d'assassinat d'un homo à Noeud-Les-Mines le prouve. Les préjugés homophobes sont parmi les plus profondément incrustés dans nos mentalités.

Dans ces conditions, comment éradiquer, supprimer l'homophobie ?

Pour vaincre l'homophobie, on peut penser à un premier type de solution : toutes les personnes conscientes doivent se battre autour d'elles, dans la vie de tous les jours contre les injures, les comportements homophobes, ne « rien laisser passer ». C'est quelque chose de nécessaire : cette oppression est nourrie par la propagande de la classe dirigeante et par le fonctionnement d'institutions fondamentales pour la société capitaliste comme la famille. La disparition de l'oppression des LGBT ne sera donc pas automatique. La volonté de lutte est indispensable pour ébranler l'ordre moral et hétérosexiste.

### Construire les luttes LGBT, se battre pour l'unité hétéros-LGBT dans toutes les luttes

Mais cet effort ne peut pas rester individuel, chacun luttant à l'école, au travail, dans son quartier... Nous faisons face à un système organisé : une idéologie, mais aussi un système de violences à tous les niveaux (discriminations au travail, famille...) qui sert à perpétuer l'ordre établi (sauvegarder la société telle qu'elle est).

Il est donc nécessaire de coordonner nos efforts face à cette machine oppressive, c'est-à-dire d'organiser des luttes collectives pour les droits des LGBT.

Mais il est également fondamental de se battre contre les préjugés homophobes au sein de toutes les luttes, notamment dans les grands mouvements de grève des jeunes et des travailleurs. Ce type de préjugés divise ceux qui participent ou peuvent participer à la lutte et affaiblissent le mouvement : par exemple, si parmi les élèves qui essaient de déclencher une grève dans un lycée contre

les suppressions de postes, certains sont perçus comme des « sales pédés » quand ils passent dans les salles de cours pour appeler à la grève, cela diminue les chances de réussite de la grève.

### Pour l'égalité complète en droits !

Mais pour lutter, il faut avoir des objectifs précis, pas seulement des buts généraux (vaincre l'homophobie). Un des objectifs fondamentaux de la lutte contre l'homophobie est l'obtention d'une législation qui protège les LGBT contre les discriminations et les violences, une loi contre l'homophobie. Il faut se battre pour l'égalité juridique, l'égalité des droits entre hétéros et LGBT.

### Mener le combat concret

Mais que cette égalité soit reconnue par la loi ne sera jamais suffisant : les constitutions et les lois de pays soi-disant démocratiques comme la France reconnaissent l'égalité en droits entre les citoyens et notamment entre



hommes et femmes. Et pourtant... Il faut mener le combat en s'organisant partout où nous sommes, sur nos lieux de travail et d'étude, dans les facs, les lycées, les quartiers. Ce qu'il faut obtenir, c'est l'émancipation réelle des LGBT et des jeunes. Chacun ne sera libre de vivre sa sexualité comme il ou elle l'entend que lorsque l'on pourra échapper aux pressions sociales et familiales : quand on est jeune lesbienne ou gay par exemple, difficile de pouvoir vivre sa sexualité sereinement sous la surveillance et l'autorité familiale... Le droit à un logement indépendant pour chaque jeune et pour tous, ainsi que le droit à un emploi et à un revenu garanti sont des conditions indispensables à un réel épanouissement social et sexuel. Et obtenir tout cela, cela veut dire reprendre beaucoup à ce que les patrons nous volent

chaque jour. C'est pour cela que pour faire disparaître l'homophobie, il faut une lutte idéologique collective dans la société et à l'intérieur du mouvement ouvrier, mais une lutte liée au combat pour le droit de tous à une existence décente, au combat pour le socialisme.

Xavier, [Nanterre]

## Histoire d'une marche militante

D'où viennent les marches des fiertés Lesbiennes Gais Bis et Trans (LGBT) ?

**E**n France c'est au mois de juin 1981 qu'a lieu la première « marche pour les droits et les libertés des homosexuels et des lesbiennes ». L'époque est à la lutte juridique et politique afin que l'homosexualité ne soit plus une délit ni un « fléau social » en France. Mais pourquoi cette date ?

L'histoire des marches pour les fiertés gays et lesbiennes remonte à la fin des années 60, aux Etats Unis. Au mois de juin 1969, des homosexuels et des travestis d'un bar de New York se révoltent un soir contre les violences policières : cet événement marque le début de plusieurs jours d'émeutes et de manifestations. Il marque aussi le début du mouvement revendicatif gai et lesbien, qui va se développer au cours des années suivantes, revendiquant la visibilité et la remise en cause de la norme hétérosexuelle.

### Retour en France

En 1971, à l'initiative de lesbiennes du Mouvement de Libération des Femmes, le FHAR (Front Homosexuel d'Action Révolutionnaire) est créé à Paris. Dès ses débuts, ce groupe mène des actions de

visibilité, notamment en participant à la manifestation du 1er mai, derrière les cortèges syndicaux. Cette apparition constitue la première manifestation de rue homosexuelle en France. A l'époque, les réactions des syndicats et de nombreuses organisations d'extrême-gauche sont très homophobes, car ils considèrent (au « mieux ») que l'homosexualité n'est pas une question politique, ou (au « pire ») que c'est une « déviance bourgeoise » !

### La lutte pour les droits

Au cours des années 70, le mouvement homo va s'étendre et se diversifier. Les GLH (Groupes de Libération Homosexuelle) se développent dans de nombreuses villes, mais on assiste aussi à la création d'une presse homosexuelle, de manifestations culturelles, et très vite, de bars et de boîtes spécialisées. La lutte se situe ensuite sur le terrain de l'abrogation des lois homophobes avec la création du CUARH (Comité d'Urgence Anti Répression Homosexuelle), en 1979, suite aux premières UEH (Universités d'Eté Homosexuelles). C'est dans ce contexte qu'intervient la manifestation de 1981 (juste après l'élection de Mitterrand), qui

marque symboliquement la première marche des fiertés LGBT. Les revendications seront en partie alors entendues, car la Gauche abroge les lois homophobes durant l'été 1982. Mais le gouvernement ne veut pas aller trop loin et refuse un projet de loi anti sexiste en 1983.

Au début des années 80, le mouvement homo subit la démobilitation qui est sensible au sein de tous les mouvements sociaux. La marche s'en ressent, et devient, à partir de 1985, une vitrine commerciale nommée « gay pride » (et les lesbiennes alors !), qui rassemble moins de 10 000 personnes à Paris.

### Le retour du militantisme

C'est l'épidémie de sida, frappant tout particulièrement les gais, qui va amener une remobilisation militante au sein de la communauté gai et lesbienne. Une mobilisation contre l'inaction des gouvernements face au sida, comme en témoigne les premières actions d'Act Up au cours de la marche de 1989 ; mais aussi une mobilisation pour les droits sociaux. En effet, le sida révèle tragiquement la condition de sous-citoyen-ne-s que connaissent les homos : lors du décès d'un conjoint, par exemple, la personne sur-

vivante n'avait aucune existence légale...

A partir de 1991, une association est créée (la « Gay Pride »), une plate forme de revendication est adoptée, et la marche retrouve une vigueur militante tout en conservant des aspects festifs. En 1995, la marche devient « Lesbian and Gay Pride », reconnaissant enfin une place visible pour les lesbiennes. Au cours de ces années, le nombre de manifestants à Paris ne cesse d'augmenter : 50 000 en 1995, 200 000 en 1997, 700 000 en 2003, ...

Dans le même temps des manifestations ont lieu dans de nombreuses villes de France : Montpellier, Lyon, Rennes, Lille, Angers, Bordeaux... Les LGP, devenue marches des fiertés Lesbiennes Gais Bis et Trans en 2002, deviennent le rendez vous incontournable du militantisme homo, et portent les revendications du moment : lutte contre l'homophobie, pour le PaCS, et aujourd'hui pour l'égalité des droits !

### Et aujourd'hui ?

Depuis ses origines, la marche a suscité de nombreuses interrogations dans les rangs de la gauche et de l'extrême-gauche : « est-ce vraiment politique ? », « pourquoi y-a-t-il des commerces ? », etc...



Alors oui, il faut œuvrer à des marches militantes et revendicatives et il faut bien sur aussi être vigilant à l'emprise des commerces (gais ou « gai-friendly ») sur la manifestation !

Mais la « fierté » (concept qui fait peur à certains) doit s'entendre comme un moyen de lutte politique. La fierté, c'est revendiquer le droit d'exister dans une société qui nous apprend à être hétéros dès la naissance. Et la fierté, c'est par exemple pouvoir sortir dans la rue sans craindre le rejet ou la violence.

Nous devons être dans les rues ce jour là pour critiquer une norme sexuelle exclusive, revendiquer l'égalité des droits et affirmer qu'il y a 1000 façons de s'épanouir, 1000 façons d'être lesbiennes, gais, bis ou trans, et ça, c'est éminemment politique !

Gabriel, [Rennes]

# L'homophobie : une invention récente

**D**aniel Guérin, dans son essai *Homosexualité et Révolution*, traduisait toute l'incompréhension d'une communauté à travers le récit de son existence propre et relatait le difficile regard de la société à supporter sur l'homosexualité. « *La muflerie des homophobes, disait-il, ne connaît pas de bornes, elle est génératrice de révolte. La révolte est l'école primaire de la révolution* ».

## Premiers siècles : relative liberté et début des condamnations

Si l'on déroule le fil de l'histoire, la sexualité n'a pas toujours été autant contrôlée qu'aujourd'hui et la vision de l'homosexualité est passée d'une relative acceptation aux pires répressions.

L'Antiquité est loin d'être cet « âge d'or » que l'on présente souvent. En effet, l'homosexualité y était largement répandue et plutôt bien acceptée mais autant se le dire tout de suite à condition d'être riche et né libre. Pour l'Antiquité, il semble plus juste de parler de « pédérastie » ou sens ou ces relations entre un adulte et un jeune enfant avait surtout un rôle initiatique et était un passage quasi obligé vers l'âge adulte. Ces remarques ne concernent que l'homosexualité masculine, le lesbianisme ne semble avoir existé que de manière anecdotique malgré la légende dorée de l'île de Lesbos et de la séduisante Sappho.

Les premières condamnations sont prises sous l'empire romain (IV<sup>e</sup> après J-C),

parce que l'empire romain adopte la religion catholique comme religion d'Etat et souhaite contrôler les mœurs. Mais face à ce discours répressif la pratique homosexuelle reste jusqu'au Moyen Age encore assez libre. Du moins la société ferme les yeux. C'est l'arrivée au pouvoir de la bourgeoisie et de son puritanisme qui entraîne les premières condamnations au bûcher pour acte hérétique.

## Une nouvelle société répressive et normative

Comme dans le cas de l'histoire de l'oppression des femmes à laquelle elle est intimement liée, l'histoire de l'homophobie trouve ces racines dans la naissance de cet état bourgeois qui sacralise la propriété privée et donne un rôle économique décisif au cadre familial... Pourquoi ? Parce que posséder un bien, c'est vouloir le transmettre. Les fils de bonne famille ont donc à assumer cet héritage et à fonder une famille pour transmettre ce bien. Dès lors la société pose sur leur sexualité d'avant mariage un regard critique et préfère les voir fréquenter les prostituées que les jeunes garçons.

La bourgeoisie au XVII<sup>e</sup> tente de théoriser sa domination sur la société, elle cherche à tout contrôler y compris les rapports humains, cette époque définit donc trois genres (hiérarchiquement), les hommes, les femmes et les hermaphrodites (indifféremment hommes ou femmes) parias de la société et causes de tous les maux (guerre, épidémies...), ils sont comme les Juifs à cette époque victimes des répressions.

L'homosexualité trouve sa véritable définition au XIX<sup>e</sup> le premier emploi du terme se trouve en 1869 dans un manuel médical, on y préconise la « guérison » par la castration et par l'hypnose. Vient donc le temps où l'homosexuel devient un malade à soigner et pour laquelle n'a pas de haine mais une grande pitié.

Face à cette homophobie d'Etat, les réactions collectives sont longues à se construire, le premier à en être le porte parole est peut-être l'écrivain Oscar Wilde qui lors de son procès fait l'éloge de cet « *amour qui ne veut pas dire son nom* ».

## XX<sup>e</sup> siècle : de l'horreur aux premières luttes de libération

Le XX<sup>e</sup> qui s'ouvre est le siècle des pires répressions, de la terreur stalinienne aux camps d'extermination nazis. Chassés par Hitler comme des malades, les « étoiles roses » des camps nazis auraient été entre 50 000 et 200 000 à périr pour une identité sexuelle jugée « déviante ».

C'est le mouvement de Mai 68 qui met à l'ordre du jour la liberté sexuelle et où se construit le premier véritable mouvement revendicatif c'est le FHAR (Front Homosexuel d'Action Révolutionnaire) qui affirme haut et fort à la morale bourgeoise que « Les homosexuels en ont marre d'être un fléau social » et qui dénonce la dictature des « hétéros flics ». Le discours est clair, il rejette le monde marchand et affirme la fierté gaie et lesbienne. Après des siècles de silence, la provocation

est à l'ordre du jour. Elle se lit dans les journaux et est visible dans la rue.

Les luttes féministes voient donc la construction du premier mouvement autonome lesbien dans le MLF qui dénonce la société phallocrate et hétérosexiste. Le mouvement féministe et lesbien revendique le droit de disposer de son corps, avortement, contraception, liberté sexuelle pour les mineur-e-s.

Le recul du mouvement homosexuel sur le terrain politique commence dès la fin des années 1970, c'est la « génération sida » qui marque le retour de la honte face aux discours homophobes. Les années 80 marquent une période difficile comme pour tous les mouvements de résistance. Aujourd'hui il manque

cette organisation d'ampleur qui lierait ce discours revendicatif à un véritable changement de société. Parce que l'homophobie est liée au système capitaliste comme toutes les oppressions qu'il engendre, celles des femmes, des étrangers. Le capitalisme vit sur la division des travailleurs et créer de fausses oppositions homos / hétéros. Aujourd'hui devant le regain de revendications, la bourgeoisie peu tout à fait sembler intégrer l'homosexualité, mais elle n'ira jamais jusqu'à l'égalité complète ce serait un contresens total avec son fondement même.

Hélène, [Rouen]

## Homophobie légale

En 2004 l'homosexualité est encore « illégale » dans plus de 74 pays (dont 53 sont des pays musulmans). Les discriminations à l'encontre des homosexuels ne sont reconnues que dans 6 pays. En France, la sodomie disparaît de la liste des infractions en 1791 mais elle fait son retour en force sous Vichy en 1942 et sous De Gaulle en 1960 et ne cessera d'être un délit pénal qu'en 1986. Au vu des récents discours sur le PACS ou le mariage homo réaffirmons haut et fort que l'égalité reste encore à gagner!

## Mariage gay : entre opportunisme et homophobie

# Un combat à mener

**S**i l'annonce faite par la municipalité de Bègles de célébrer un mariage gay a le mérite d'avoir rouvert le débat sur l'homosexualité, l'évènement désoriente curieusement la gauche. Au PS, parti de gauche s'il en est, la question provoque de nombreux remous : les déclarations du jour contredisent celles de la veille et les prises de position individuelles se multiplient. Certains défendent une application de la loi (indépendamment de son contenu !) et condamnent la « provocation » que constitue l'annonce de Bègles. Jospin fera même une apparition fulgurante pour signifier son refus de tout mariage entre deux personnes du même sexe. D'autres, en revanche, soutiennent franchement l'initiative arguant de la nécessité d'aller au-delà du PACS, d'accorder des droits, de garantir l'égalité...

En définitive, le scène a de quoi faire sourire la droite, opposée de longue date au mariage gay, qui s'apprête à mobiliser en masse ses arguments traditionnels, et parfois même insolites, pour condamner en bloc tout ce qui sort du rang et justifier sa position.

## Déchiffrer tous les arguments de la gauche « pas très à gauche », de la droite et de l'extrême-droite.

On entend souvent qu'instituer le mariage homosexuel, c'est, quelque part, encourager

l'homosexualité. En fait d'encouragements, c'est plus de reconnaissance sociale qu'il s'agit. Si les homosexuel-le-s n'ont nul besoin d'être encouragé-e-s dans leur « débauche », ils aspirent légitimement à plus d'égalité. Et dans le domaine, tout reste à faire. Car, les lois de 1981, en dépenalisant l'homosexualité, n'ont fait « que » mettre un terme à la répression d'état. Quant au PACS, il s'est avéré être une option décevante et insuffisante.

Le droit au mariage est d'abord ressenti comme un dû en ce qu'il permettrait une reconnaissance des couples existants. Les homos revendiquent simplement un cadre légal d'union qui garantisse des droits identiques pour tous et toutes, et cette aspiration (justifiée) se doit d'être déconnectée de toute dimension religieuse.

D'après nos normalisateurs, l'hétérosexualité, serait depuis des siècles au coeur même de la cohésion sociale. Conclusion : l'hétérosexualité est l'expression naturelle de la sexualité humaine (à croire que, par opposition, l'homosexualité serait surnaturelle!). Alors en somme, nous dit-on, déstabiliser la famille dans son expression la plus traditionnelle reviendrait à menacer un équilibre (apparemment bien fragile). L'argument repose sur une conception homophobe des choses. Dans ce schéma, l'homosexualité serait l'expression aboutie de la permissivité ambiante (d'origine post-soixante-huitarde !), de la perte des valeurs et de l'affaiblissement de l'autorité, mouvement qui éloignerait certains individus des normes. En somme, les homosexuels seraient des

hétéros en manque de discipline, ou au mieux en quête de repères.

Le vrai problème (sous-jacent), c'est que le mariage préfigure le futur droit à l'adoption. C'est là ce que les normalisateurs craignent et redoutent le plus. À terme, la question se posera sans doutes, et les mêmes arguments seront réutilisés.

## Et, enfin, replacer ces offensives dans un contexte plus global

Au-delà de l'offensive politique contre les homos, c'est un véritable projet de société qui est mis en avant. Le problème posé par le mariage gay est bien sûr celui de l'accès

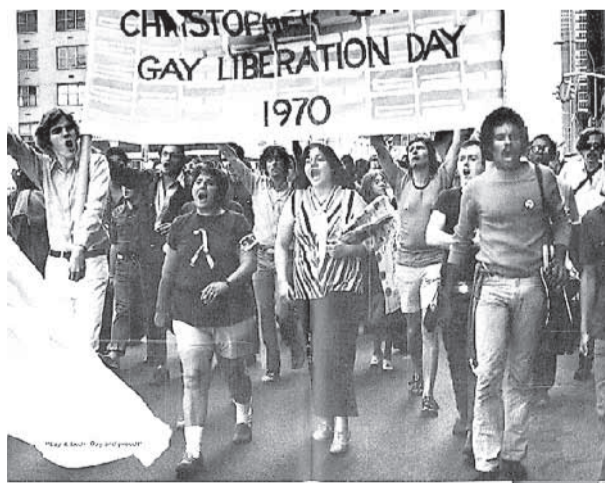
des personnes homosexuelles aux droits fondamentaux, mais pas seulement. Le discours érigeant les préjugés et les normes les plus répandus en ligne politique sert à rassembler le plus grand nombre autour de valeurs partagées, de références communes qui n'ont de raison d'être que si elles contribuent à épauler la « r'efondation sociale » que conduit le MEDEF.

De la même manière, opposer le principe républicain aux musulmans participe également de cette volonté d'écarter les opprimés pour asseoir, grâce à l'adhésion poussée du plus grand nombre aux valeurs que porte le capitalisme, un projet politique global. La proposition faite par certains députés de réintroduire la peine de mort « pour actes



terroristes » ou bien le projet de loi définissant le délit « d'interruption involontaire de grossesse » expriment autrement cette dynamique de re-moralisation de la société. Il s'agit à chaque fois d'écarter les « déviants », les « anormaux » des « bons citoyens ».

Joan, [LCR Marseille]



## Pour le droit au mariage

Les JCR défendent la revendication du droit au mariage pour les couples homosexuels, de même que le droit à l'adoption. Pour autant nous ne considérons pas que le mariage soit une institution indispensable, un « pilier » de la société. Au contraire c'est un pilier de cette société réactionnaire, qui défend une vision figée, autoritaire des rapports entre individus et entre parents et enfants. Mais défendre une société où les rapports humains échapperaient à toute notion de « propriété » n'est pas contradictoire avec la lutte immédiate et indispensable pour le droit des homosexuels d'avoir le choix de se marier... ou pas.



# Les sources de la « Guerre sans limite »

**L**a barbarie de l'occupation en Irak, les répercussions dramatiques en Palestine témoignent de la régression des Etats soi-disant « démocratiques ». Comment expliquer ce qui se passe ? La situation en Irak constitue-t-elle une simple « dérive » des sociétés capitalistes ? Ces questions sont décisives pour comprendre et agir.

## Un système politique fondamentalement instable

Le début des années 1990 a marqué un tournant avec l'effondrement de l'URSS et la fin de la période de la « Guerre froide ». Le capitalisme triomphait sur toute la planète. Mais la globalisation de la logique marchande n'a entraîné ni pacification ni stabilisation de la planète. Bien au contraire, les conflits militaires ces quinze dernières années ont été plus nombreux qu'entre 1945 et 1990.

Face à l'augmentation des violences et de la misère, les gouvernements occidentaux ont eu besoin de désigner de « nouvelles menaces ». C'est le « démocrate » Bill Clinton qui dénonce le premier les « Etats Voyous » (Irak, Libye, Iran...), ce qui préfigure « l'axe du Mal » de Bush, et envisage de multiplier les interventions militaires pour assurer la « sécurité économique » des Etats Unis.

## Le moteur de l'offensive impérialiste

Cette évolution n'aurait pas été possible si elle ne correspondait pas aux intérêts de la classe dominante américaine et en particulier aux financiers qui dominent l'économie mondiale. L'armement a toujours été un des investissements favoris des actionnaires et des spéculateurs boursiers, mais à condition de consommer la marchandise... De 1990 à 1997, de fortes restructurations, fusions et regroupements ont lieu dans le secteur de la défense. Et pendant cette période, les valeurs des premières entreprises de défense ont quadruplé (alors que les autres valeurs industrielles ont « seulement » doublées).

Mais sur la même période, les gouvernements tendent à baisser les budgets militaires. Les financiers se désinvestissent alors des groupes de l'armement, ce qui entraîne une baisse des cours en 1997. Le Pentagone tire alors la sonnette d'alarme et Clinton pousse alors à une relance des budgets militaires, que Bush ne fera qu'amplifier. Il est remarquable que c'est à cette époque que l'offensive impérialiste contre l'Irak (avec en 1998 les massacres anglo-américains à coups de bombardiers - opération « Renard du désert » - et l'adoption par le Congrès américain de l'Irak Libération Act, qui prépare la guerre contre Saddam Hussein).

## La finance s'appuie sur l'Etat

Le 11 septembre 2001 a été l'opportunité pour le gouvernement américain de stabiliser et de donner une nouvelle ampleur à

cette politique à travers la « Guerre sans limite ». Mais il ne faut pas se tromper, le moteur de l'offensive impérialiste, c'est le poids de la finance, des fonds de pension, des sociétés d'assurance et des plus gros groupes capitalistes dans le secteur de l'armement. Ainsi, plus de 76% du capital des groupes de défense (jusqu'à 95% pour le numéro un Lockheed Martin) sont possédés par les Fonds de Pension et autres groupes financiers, contre 63% en moyenne pour les industries de l'équipement.

Pourquoi cette préférence ? Parce que le secteur de l'armement est vu comme un secteur clef qui ne peut pas faire faillite, d'où des profits « sécurisés » par l'Etat (qui fera payer les populations pour assurer la rentabilité de ce secteur). Les gouvernements peuvent « se permettre » des pannes d'électricité gigantesques en Californie ou de faire dérailler les trains en Angleterre pour faire plus de profits, ils ne peuvent pas se permettre une telle situation dans le secteur militaire qui garantit la sécurité du pays.

## Les puissances européennes suivent le mouvement

Malgré de nombreuses péripéties entre l'Allemagne, la France, l'Angleterre, les puissances européennes mettent en œuvre une politique pour conserver leurs zones d'influence sur la planète. Les budgets militaires sont en augmentation. Les années 90 ont aussi vu un développement des groupes financiers européens et des entreprises européennes comme EADS ont aussi décidé de se recentrer sur le secteur de la défense. Juste après la guerre en Irak, Javier Solana, le « monsieur Politique Extérieure » de l'Europe indiquait qu'il fallait « favoriser des interventions précoces, rapides et, si nécessaires, vigoureuses ». L'utilisation d'une force armée européenne a été mise en œuvre sous l'impulsion de la France pour réaliser l'occupation de l'Ituri au Congo en juillet 2003. Cette opération a été considérée comme un « succès » prometteur...

## De nouvelles occupations en perspectives

Les puissances impérialistes (surtout européennes et américaines) cherchent avant tout à « stabiliser » les régions afin de pouvoir garantir les profits et les investissements. C'est la Pax Capitalista. La référence avec la période avant la Première Guerre Mondiale, c'est que les impérialistes européens et américains n'ont pas intérêt à s'affronter directement. Il est plus rentable de coopérer pour gérer des situations de crise, comme en Haïti, où la France et les Etats-Unis sont intervenus main dans la main. Mais cela n'exclut pas une concurrence de plus en plus forte entre les grandes puissances, comme on l'a vu en Irak, et aussi en Afrique (où les Etats-Unis ont gagné de nombreux marchés contre la France). Cette concurrence renforce la nécessité des occupations coloniales présentes et à venir.

Si un Etat n'intervient pas directement pour préserver sa zone d'influence, une autre puissance impérialiste prendra le contrôle de la région, et des profits qui en découlent.

Il n'y a pas de retour en arrière possible. Tout ce qu'a fait l'administration Bush n'a rien d'un « délire ». Ce sont des acquis pour les classes dominantes sur lesquels les prochains gouvernements s'appuieront, qu'ils soient Démocrates ou Républicains.

## Les tâches des internationalistes

Depuis Seattle et les mouvements contre la mondialisation capitaliste, une conscience internationale se développe à nouveau. Mais il ne s'agit pas seulement de dénoncer la misère et la pauvreté. Il s'agit d'agir concrètement, de définir des revendications qui puissent être reprises à l'échelle internationale. Et c'est aussi par l'action contre les occupations militaires, par les victoires gagnées sur ceux qui bombardent le monde que la question d'un « autre monde à construire » prendra tout son sens. Le renouveau du projet socialiste à l'échelle internationale passe par les victoires concrètes qui démontrent à une échelle de masse que nous pouvons changer le monde. C'est là que la question de la construction d'un mouvement de masse pour exiger le retrait des troupes d'occupations impérialistes s'inscrit dans la perspective stratégique d'une rupture globale avec le capitalisme.

François, [Rouen]

• Les chiffres et citations de cet article sont tirés de deux livres : La mondialisation armée de Claude Serfati, et La finance mondialisée, sous la direction de François Chesnaix, édition 2004.

# La révolte des Chiïtes en 1991

**E**n février 1991, en réponse aux appels à l'insurrection de Bush 1er, Nassiriya et d'autres villes chiïtes du sud de l'Irak se soulèvent contre Saddam Hussein. Les Chiïtes libèrent plusieurs villes ainsi qu'une partie de Bagdad du joug baasiste. Mais le 28 février, alors que ses troupes se trouvent à quelques dizaines de kilomètres de Bagdad, la Maison Blanche ordonne la fin des opérations : la perspective d'un Irak démocratique dans lequel la majorité chiïte se rapprocherait de l'Iran la terrifie. Les Chiïtes vont alors subir une répression féroce, avec l'aimable autorisation du gouvernement américain qui « [desserre] le blocus autour de la garde républicaine et lui [permet] d'utiliser les armes de destruction massive, les missiles sol-sol, l'aviation, tout ce qui était interdit par les accords de cessez-le-feu » (déclaration de Jawad Bashara, proche du Parti communiste irakien et membre du Forum irakien). Plus de 50000 Chiïtes vont mourir pour avoir cru aux mensonges de Bush père.

Les opposants au régime irakien ont mené une offensive contre le pouvoir en 1991, après la campagne de bombardements de la coalition internationale. Mais, comme en témoignent des opposants à Saddam Hussein installés à Paris : « En 1991, le soulèvement populaire avait libéré quatorze grandes villes et la moitié de Bagdad, mais les Américains ne voulaient pas d'un pouvoir alternatif dominé par les Chiïtes, sous prétexte qu'ils pourraient faire une alliance avec l'Iran. Ils ont, pour réprimer le soulèvement dans le sang. » La réalité est plus complexe que la propagande. La politique des Etats-Unis dans cette région est dominée, depuis la révolution khomeyniste, par la volonté d'affaiblir les mouvements chiïtes en général et l'Iran en particulier. C'est pourquoi, les Etats-Unis ont financé et armé le régime de Saddam Hussein pour qu'il attaque l'Iran. Puis, après la guerre du Golfe, ils ont continué à instrumentaliser le régime de Saddam Hussein, cette fois pour réprimer les mouvements chiïtes irakiens. Objectif : faire de Saddam Hussein un nouveau Staline en lui attribuant la responsabilité exclusive d'une répression de masse.

Dès le 26 février, les populations chiïtes du sud de l'Irak se soulèvent contre Saddam Hussein à l'appel du président George Bush.

Le président américain est brusquement saisi de peur devant les risques d'éclatement de l'Irak sous l'effet de ces soulèvements particularistes. Le 28 février, il décide à brûle-pourpoint d'arrêter la marche triomphale de ses armées aux portes de Bagdad

C'est ainsi qu'il impose un cessez-le-feu unilatéral à la surprise de Colin Powell, de Schwarzkopf et évidemment de l'opinion occidentale, qui s'était laissée convaincre que la guerre avait pour but d'installer en Irak un gouvernement démocratique.

Saddam Hussein est sauvé. Il obtient qui plus est de George Bush l'autorisation d'utiliser ses hélicoptères pour réprimer l'insurrection chiïte... et mieux massacrer les populations irrédentistes des marais du sud. Le gouvernement américain voit s'éloigner le spectre d'une prise de pouvoir par les chiïtes irakiens alliés de l'Iran.

Le maintien du dictateur au pouvoir satisfait par ailleurs les monarches arabes du Golfe, qui préfèrent un autocrate désarmé à la tête d'un pays ruiné plutôt qu'un Irak démocratique et laïc, susceptible de représenter un modèle à suivre pour leurs propres sujets. Le maintien de Saddam Hussein au pouvoir à Bagdad permet d'autre part de justifier la pérennisation d'une puissante base militaire anglo-saxonne au milieu des champs de pétrole.

En 1991, au lendemain de la guerre du Golfe, avec une vingtaine d'autres villes, Nassiriya-la-chiïte s'est révoltée contre le régime pendant une vingtaine de jours. La répression a fait 50 000 à 300 000 morts dans tout le Sud, personne ne sait au juste. Mais Nassiriya a eu droit à un traitement de faveur : le gaz... Aucune famille de Nassiriya n'a été épargnée. Aujourd'hui, tout le monde semble ravi de ce qui se passe dans la ville. Au moment même où Ahmed Chalabi, l'opposant en exil soutenu par les Américains, qui a installé une base militaire de 500 hommes à quelques kilomètres d'ici, tenait un meeting auquel assistaient plusieurs milliers de personnes, le cheikh Sadek, 28 ans, débarquait, accueilli par les imams des mosquées des environs comme un héros.

Jordan, [Jussieu]

# Palestine : les massacres continuent

**C**es dernières semaines, le gouvernement israélien a décidé de passer à une nouvelle étape dans son entreprise de destruction de la société et de la résistance palestiniennes. A Rafah, dans le Sud de la Bande de Gaza, les bulldozers et les tanks ont procédé à un véritable massacre : des centaines de maisons détruites, des dizaines de Palestiniens tués, dont une grande majorité de civils, de femmes, d'enfants. Le prétexte de cette opération est bien sûr la lutte contre le terrorisme. Sauf que les Israéliens n'ont trouvé aucune cache d'armes.

Derrière ces faux arguments, il s'agit en fait pour Sharon et ses alliés de « préparer » le futur retrait israélien de la Bande de Gaza, connu sous le nom de « plan Sharon ». Les Palestiniens doivent comprendre qui sont les maîtres du jeu et que toute résistance doit cesser sous peine d'être écrasée dans le sang et les larmes. Le nouveau massacre commis à Rafah a permis en outre à l'armée

israélienne de s'assurer une maîtrise définitive d'une vaste zone le long de la frontière égyptienne, maîtrise qui fait partie intégrante du plan Sharon.

La première version du plan Sharon a été rejetée par les militants du Likoud. En réaction à ce rejet, le « camp de la paix » en Israël a organisé une manifestation de 150 000 personnes qui ont exigé le retrait de Gaza et l'application du plan Sharon, « initiative courageuse » selon les dirigeants travaillistes. Tout est prêt pour un changement de gouvernement, avec une alliance entre Sharon et les Travaillistes. Pas étonnant dès lors que les initiateurs de la manif de Tel Aviv aient été beaucoup plus discret lors des massacres de Rafah initiés par le « courageux » Sharon et que seuls quelques centaines de pacifistes israéliens aient marché vers Gaza.

Alors pas d'illusion, l'avenir du peuple palestinien ne sera pas meilleur avec un nouveau gouvernement israélien ou avec le

plan Sharon qui entérine définitivement l'occupation et la colonisation de la Cisjordanie. Il dépend du développement du mouvement anti-guerre en France et de notre soutien inconditionnel à la résistance palestinienne et aux militants anti-sionistes en Israël.

Amélie, [Tolbiac]



# La recolonisation de L'Irak

Conférence donnée par Tarik Ali, dirigeant du mouvement anti-guerre en Grande-Bretagne, autour de son livre *Bush à Babylone. La recolonisation de L'Irak*.

**L**a résistance irakienne a complètement modifié la situation.

A la surprise générale, cette résistance s'est développée très rapidement. Plusieurs dynamiques se combinent: rapidité du développement de la résistance irakienne, une résistance qui crée une crise à l'intérieur des USA, qui rend difficile à la France et à l'Allemagne de se joindre à l'occupation et qui montre dans le monde arabe qu'il est possible de résister. La résistance irakienne a réveillé le panarabisme.

La résistance a réussi à diviser l'élite aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne. Sans elle, les photos de torture n'auraient pas été publiées. Lors du scandale du Watergate aux US, le premier ministre vietnamien a dit: le scandale du Watergate est sorti des champs de bataille du Vietnam. Aujourd'hui, les photos de torture passent par Falloudja, Bassora, Bagdad, etc. Les photos n'auraient pu être rendues publiques s'il y avait unité sans faille au sein de l'establishment américain.

Si nous comparons la résistance irakienne à la résistance en Europe pendant la deuxième guerre mondiale, elle n'est pas seulement plus rapide, mais aussi plus représentative de la population. Le gouvernement fantoche en Irak a moins de crédibilité que ne l'avait Vichy en France. Car Vichy était quand même représentatif d'une section de la population française, alors que les fantoches en Irak ne le sont pas

du tout. De plus, la résistance en France a pris plusieurs années pour se construire.

Ce mouvement de résistance puise ses racines dans l'histoire de l'Irak. Beaucoup de ceux qui ont participé à la résistance contre la colonisation britannique dans les années 20 sont encore vivants et racontent leur résistance à leurs petits-enfants. C'est ce qui a donné au peuple irakien une mémoire historique, au sens fort du terme. C'est pourquoi la résistance est très populaire en Irak. Tout au long de l'histoire, les sunnites et les chiites ont combattu ensemble contre les occupations.

Actuellement, le mouvement a pour cible les forces militaires d'occupation et les entreprises étrangères. En d'autres termes, la résistance irakienne opère sur deux fronts. Les Etats-Unis pensaient pouvoir vendre le pétrole irakien pour payer le coût de l'occupation. Mais jusqu'à présent, ils n'ont pas pu le faire. La guerre leur coûte des milliards de dollars. Cela crée aussi une crise aux US. Ce qui se passera le 30 juin ne va rien changer. La seule fonction de la soi-disant passation de pouvoir est médiatique, en vue des élections américaines de novembre 2004.

Même les revendications du chef modéré des chiites, Sistani, défend l'élection d'une assemblée constituante, élue sur la base d'un homme une voix, pour déterminer l'avenir de l'Irak. C'est une revendication de la révolution française. Ce n'est pas une revendication religieuse. Et il a dit aux dirigeants sunnites, qu'il

ne voulait pas d'un Etat religieux en Irak.

Les premiers groupes de la résistance sont constitués d'anciens soldats ou de sous-officiers de l'armée irakienne furieux avec la direction du parti Baas qui a capitulé sans lutter. Leur conscience est un mélange de nationalisme irakien et de panarabisme. La seconde force, ce sont les groupes religieux bien structurés. L'une a sa propre milice armée et est dirigée par l'imam Moqdad Al Sadr, qui a décidé de rentrer en résistance. L'autre groupe dirigé par Sistani se considère comme le Gandhi de la résistance irakienne et défend l'utilisation de moyens de pression de masse, comme les manifestations pacifistes.

Le principal parti de gauche, le parti communiste, collabore avec l'occupation. Cette décision a été prise à une courte majorité. La direction du parti est exilée en Europe orientale. Mais une partie de la base, en particulier ceux qui sont restés à Bagdad, sont furieux avec cette décision. Il peut y avoir une scission, ce qui serait positif, car une partie de la gauche se joindrait alors à la résistance. Même une minorité de la gauche aurait un impact en joignant la résistance. Sinon, d'autres partis de la gauche radicale, très sectaires, très purs, pour la résistance.

Ce n'est pas étonnant que le mouvement de résistance prenne ces formes-là, après tout nous vivons dans un monde sous la coupe du capitalisme, et l'aspect le plus progressiste de la résistance, c'est les attaques



contre les entreprises étrangères. Après tout, les partis communistes européens, jusqu'en 1941, n'étaient pas dans la résistance.

Quelle que soit notre critique des formes politiques que prennent un mouvement de résistance, notre critique ne doit pas servir d'excuse pour justifier la recolonisation du monde - car c'est qui est entrain de se passer, au nom de la prétendue supériorité de notre civilisation.

Au moment des attaques du 11-09, les plus grosses manif de joie, furent non pas dans le monde musulman, mais en Amérique latine: les gens sont sortis dans les rues et se sont embrassés, ils étaient justes heureux que quelqu'un ait pu infliger une défaite à l'Amérique, et la plupart étaient probablement d'origine catholique. Il y a un grand décalage entre le Nord et le Sud sur ces questions.

Michel Afflack, fondateur du parti Baas, n'a pas adhéré au Parti Communiste. Il était à la Sorbonne à l'époque du Front populaire-il était alors très impressionné par le PC, la qualité de ses cadres et de ses militants ouvriers-mais la position du Front Populaire par rapport à la France et à ses colonies

l'amena à penser que le PC ne serait jamais de son côté. Donc il devint nationaliste.

Voilà ce que les forces de gauche doivent comprendre: il est inutile de critiquer les islamistes si on ne fait rien nous-mêmes: si les groupes athées, de quelque variété qu'ils soient- sont perçus comme complices de l'impérialisme, ce sont les islamistes qui vont en se renforcer. Et ce qui est vrai pour le monde musulman, est vrai en Europe occidentale, où il y a une large population musulmane. Il devient difficile pour les leaders islamistes de défendre à leurs membres de s'allier avec des parties de la gauche si la gauche est activement impliquée dans la lutte anti-impérialiste.

**Conférence recueillie par Ambre, [Censier]**

## en bref

### Notre Donald Rumsfeld

Michelle Alliot Marie, ministre française de la Défense déjà une idée précise et ambitieuse sur le projet de défense européenne: « la défense européenne a vocation à intervenir [...] L'Europe, l'Afrique, cela va de soi, mais il n'y a pas d'exclusive »

### 2005 : un budget de guerre aux Etats Unis

+7% pour le budget militaire américain (ce qui fera la bagatelle totale de 401 milliards de dollars) : Bush garde le cap !

### Les parents des GI s'organisent contre Bush

Aux Etats-unis, ce sont les plus farouches adversaires de Bush... Et de n'importe quel candidat qui ne serait pas pour le retrait des soldats envoyés en Irak. De qui s'agit-il ? Des parents de soldats, qui s'organisent en comité pour contester la politique de Bush, ses mensonges et ses conséquences dramatiques. Certains n'hésitent pas à faire carrément le voyage jusqu'en Irak pour voir leurs enfants envoyés dans ce qui est pour eux rien d'autre qu'un « nouveau Vietnam ». C'est le cas par exemple des mères de famille regroupées dans l'organisation Code Pink. Certaines ont même manifesté avec les femmes irakiennes derrière une banderole « US hors d'Irak ». L'une d'elles, Pat Gunn a donné son point de vue à une journaliste française: « Les discours valeureux n'étaient qu'un rideau de fumée. Le principal se tramait par derrière. La vraie raison de cette guerre ? Le pétrole, voyons ! Bush, le texan, est un homme du pétrole. Il voulait faire main basse sur le stock irakien en exposant la vie de nos enfants. C'est criminel. »

## Pourquoi le peuple irakien peut gagner

**L**orsqu'au printemps 2003 les Etats-Unis partent en croisade pour recoloniser l'Irak et piller les ressources d'un pays potentiellement riche mais mis à genoux sous l'effet d'une dictature, de 3 guerres et de 12 ans d'embargo, ils pensent être accueillis en libérateurs par la population et être perçus comme tels par l'opinion publique internationale. Pourtant dès le début les Irakiens sont opposés à l'invasion des Etats-Unis et l'entreprise se révèle alors plus difficile que prévu.

### Des généraux américains prédisent la défaite

Le vrai visage de cette invasion apparaît chaque jour plus clair: une aventure colonialiste. Et chaque jour ils rencontrent une résistance qui pourrait se transformer en une guerre de libération nationale impossible à contenir. En effet l'administration Bush n'arrive pas à installer son projet, non seulement elle est de plus en plus controversée, à la fois par le mouvement anti-guerre américain et international, mais aussi à l'intérieur de ses propres rangs puisque au sein même de l'US army certains généraux commencent à remettre en cause la possibilité de gagner et pense que la sagesse dans la situation actuelle consisterait à retirer les troupes. Mais en plus aujourd'hui il n'est pas irréaliste de penser que la résistance du peuple irakien puisse être un rempart efficace contre l'impérialisme et puisse contribuer à imposer le retrait des troupes d'occupation du sol d'Irak.

Dans toutes les régions et toutes les villes d'Irak on voit apparaître des soulèvements de la population hostile à l'occupation, soulèvements souvent réprimés dans le sang. Au lendemain de la chute de Bagdad des manifestations ont rassemblé 4 millions de personnes qui ont pourtant aussi été réprimées par

l'armée américaine. Les Irakiens commencent alors à comprendre la nécessité de la lutte armée pour se débarrasser des occupants. Depuis le début de la guerre au moins 680 soldats américains ont été tués; les 160000 militaires en postes sont jugés insuffisants pour combattre la résistance irakienne, la mission de 20000 d'entre eux vient d'être prolongée pour trois mois et ils sont renforcés par l'envoi de mercenaires entraînés par l'armée israélienne auxquels on a enseigné les méthodes utilisées pour mater le peuple palestinien.

### Massification de la résistance

Depuis avril 2004 on assiste à une massification et a un début d'unification des différents courants de cette résistance contre l'occupant. Même si nous ne partageons pas les projets de certains courants qui ont une large audience auprès des Irakiens, courants issus du clergé musulman, nous savons que le retrait des troupes est une condition bien évidente pas suffisante mais nécessaire à l'émancipation du peuple irakien.

Au Vietnam ce sont les difficultés militaires, la résistance du peuple vietnamien alliés à un mouvement anti-guerre internationale fort, notamment aux Etats Unis, qui ont permis d'infliger une défaite à l'impérialisme et d'obtenir le retrait des troupes d'occupation. Aujourd'hui aussi les mouvements de résistance marquent des points. Le mouvement anti-guerre a obtenu le retrait des troupes espagnoles du sol d'Irak. Les Irakiens sur place mettent les forces d'occupation en difficulté et empêchent l'administration Bush de mettre en place son projet.

### Nos responsabilités

C'est pourquoi nous devons continuer à

soutenir cette résistance, à pousser à sa massification et à l'union des peuples de la région contre ces offensives impérialistes et le projet de Grand moyen orient. Et dans nos pays nous devons continuer de construire le mouvement anti-guerre pour nous aussi mettre en difficulté nos propres gouvernements. Nous ne pouvons compter que sur nos propres forces, la solution ne viendra ni de l'envoi de troupes sous l'égide de l'ONU, ni par le transfert du pouvoir au soi-disant gouvernement irakien représentatif, sous contrôle des Etats-Unis, mais par l'union des peuples du monde entier contre ce projet colonial !

**Mathilde, Laure, [Nanterre]**

## Etats-généraux contre la guerre censurés

**A**gir contre la guerre organisait des états généraux contre la guerre et les occupations du 21 au 23 mai à l'université de Jussieu. Ceux-ci étaient des journées de débats avec des intervenants tel que Mouloud Aounit, Michel Warchasky, Miguel Benasayag, Jean-Luc Enaud ou Tariq Ramadan. L'enjeu de ces débats était à la fois de mobiliser pour la manifestation contre la venue du plus grand terroriste de la planète à Paris: George Bush ainsi que de construire des perspectives à partir de questions importants: « Quel mouvement antiguerre voulons nous ? », « La résistance en Irak et en Palestine », « Quelle force pour le mouvement antiguerre international ? »...

Mais à la veille de ces débats, l'administration de l'université de Jussieu les a interdits après les avoir officiellement autorisés. La raison invoquée par l'université: « le trouble à l'ordre public » ! Ce trouble étant à leurs



yeux représenté par la manifestation du 5 juin et surtout par la présence de Tariq Ramadan...

L'interdiction d'un débat où devait participer Tariq Ramadan n'est pas anodine. En effet, c'est la sixième fois que celui-ci se voit interdire de parler.

Cette politique raciste émane bien sur de toute l'idéologie anti-terroriste et colonialiste qui est entamée depuis le 11 septembre 2001. C'est pourquoi au soir du 21 mai nous nous sommes rassemblés devant l'université de Jussieu, pour leur dire clairement que le trouble à l'ordre public c'est la venue de Bush et Poutine à Paris et que le 5 juin, toute la ville sera occupée par la véritable démocratie: le mouvement contre la guerre.

**Alban, [Jussieu]**

# La torture, arme de guerre

« Nous avons pour mission de vous civiliser et de vous développer. Juré, nous partirons quand vous serez semblables à nous. Jusque là, nous ne vous traiterons pas comme nous. » Donald Rumsfeld

Les Etats Unis et leurs alliés vont libérer le peuple irakien de la dictature de Saddam Hussein, qu'ils disaient... On y mettra en place une démocratie, parce que c'est mieux : tout le monde peut s'exprimer, ça respecte les droits de l'homme. Et, comme le peuple irakien n'y arriva pas seul, il faut qu'on les aide. C'était leur discours, celui de Bush, Blair et consorts. C'était de fausses raisons. Nous savons maintenant qu'il n'y pas d'armes de destruction massive. Les occupants ont bien l'intention de rester là-bas pour contrôler la région. Plusieurs dizaines d'entreprises privées s'implantent sur place, s'approprient le pétrole. En revanche, le chômage continue d'augmenter, toujours pas d'électricité pour tout le monde... Bref, ils viennent de coloniser un pays avec tout ce que cela implique en terme de pillage des ressources et d'asservissement de la population.

L'administration américaine sait que le peuple irakien ne veut pas d'un gouvernement pro américain. Ils font croire à l'opinion internationale que le peuple irakien ne peut se doter d'un gouvernement (tout court), seul, qu'il faut l'y aider, parce qu'il est d'une certaine façon inférieur, qu'il faut le civiliser, ce qui leur permet de justifier l'occupation. Ils sont racistes parce que ça sert leurs intérêts. De la même façon, le gouvernement français faisait croire que le peuple algérien ne s'en sortirait pas sans lui, comme n'importe quelle puissance impérialiste colonisant un pays.

Ne peut-on pas tout se permettre avec des inférieurs ?

Y compris d'enfoncer une lampe à sodium ou un manche à balai dans l'anus, de violer, d'empêcher de dormir, d'humilier, de forcer à se tenir debout sur une caisse le visage encagoulé et des fils électrique reliés aux membres et aux parties génitales en menaçant d'électrocution en cas de chute, de frapper à mort...

« Ce qui s'est passé dans cette prison irakienne n'a été commis que par un petit nombre... » explique Bush. Ils minimisent les faits, s'excusent... Une façon de cacher le fait que 24 « techniques » interrogatori-

res a été établi par une équipe de juristes du Pentagone en février 2003 pour les prisonniers afghans de Guantanamo et qu'en octobre 2003, un tableau rassemblant toutes les techniques autorisées était présenté aux forces américaines en Irak. Ces techniques s'appliquent à la prison d'Abou Ghraib, près de Bagdad, prison dans laquelle Saddam Hussein avait installé ses propres « chambres de torture ». Le chef de la prison nie le fait qu'elles puissent entraîner des tortures. Il n'empêche que l'on sait que dans les endroits où ces techniques ont été conseillées la torture est pratiquée. A Guantanamo, les inspecteurs de la Croix Rouge sont interdits d'accès. N'y aurait-il vraiment aucun lien ?

Plusieurs des soldats réservistes aujourd'hui inculpés mettent directement en cause leurs supérieurs. Un sergent a déclaré qu'il obéissait aux responsables d'interrogatoire, souvent des mercenaires, contractuels rémunérés par des entreprises privées (CACI et Titan), auxquelles l'armée américaine sous traite les interrogatoires de ses prisonniers et qui prospèrent en Irak. C'est pour le gouvernement une façon de se dédouaner de ses responsabilités en cas de « bavures » ; ni civils ni militaires, ils échappent à la justice et sont placés par le gouvernement américain hors de portée de la justice du pays dans lequel ils opèrent. Il affirme que les soldats réservistes de-vaient préparer les prisonniers, les « ramollir » psychologiquement avant de les livrer aux agents de renseignement. Tous les moyens sont bons. Aussi, les photos montrent que les soldats ont l'impunité, qu'ils sont soutenus par la hiérarchie militaire

Le dernier argument de Bush est maintenant que « les irakiens doivent comprendre que des erreurs peuvent aussi être commises dans une démocratie ». Des erreurs ? Une torture organisée pour terroriser et écraser une population en vue de la soumettre à l'exploitation et enrichir une minorité de capitalistes.

Ce qui est certain, c'est qu'un Irakien qui se fait torturer, on peut lui expliquer que maintenant ce n'a rien à voir avec la dictature de Saddam Hussein, parce que c'est une démocratie, mais il n'est pas du tout sûr qu'il en sera convaincu...

Fanny, [Rouen]

## La torture républicaine

Depuis quelques semaines, la communauté internationale semble s'indigner des « actes de torture et de barbarie » que font subir les américains à leurs détenus irakiens. La France, « pays des droits de l'homme » est la première à être montée au créneau. Alors que dans le même temps on célébrait aussi la fin de cette puissance coloniale en Indochine.

Les tortures pendant la guerre d'Indochine n'avaient à l'époque choqué personne, elles n'étaient qu'une grande répétition générale avant la guerre d'Algérie.

L'histoire de la guerre d'Algérie est intimement liée à celles des tortures et des actes de barbaries auxquels s'est livré l'armée française de manière systématique et institutionnelle, couverte aux plus hauts niveaux de l'Etat.

Comme l'on très bien montré les études de P. Vidal-Naquet ou de R. Branche, la torture a été préparée, codifiée et apprise avec méthodes aux soldats, parce qu'embourbée dans ce conflit la guerre du renseignement était celle qu'il fallait gagner à tout prix...

Les témoignages recueillis font preuve de l'horreur du raffinement auquel se livrait l'armée française d'occupation notamment lors de la bataille d'Alger. Les soldats français se livrent alors lors de fameux « interrogatoires » à l'usage intensif du « magnéto », coups, brûlures... en sont le lot commun.

Cet épisode couvert sous De Gaulle et Pompidou n'est que peu repris sous la République, épisode sûrement peu flatteur, lieu commun de toutes les armées d'occupation.

## Au-delà de la torture, les massacres de la colonisation

Les révélations sur les pratiques de la torture en Irak a rappelé ce qu'a été la colonisation du monde par les pays capitalistes. Alors que certains députés de droite et de gauche essaient de donner un visage « pacifique » et « civilisateur » à la colonisation, il est utile de rappeler que la colonisation ne fut pas seulement l'occupation, le pillage et la répression des populations. Ce fut aussi une entreprise de quasi-destruction de groupes entiers de populations :

- Le Sri Lanka comptait avant la colonisation entre 4 et 10 millions d'habitants. En 1920, il n'en reste plus qu'un million
- Entre 1830 et 1870, la population algérienne a connu une chute de 15 à 20%, passant de 3 à 2,3 millions
- Au Congo, le travail forcé dans les mines a constitué une forme d'extermination par le travail. La population diminua de moitié entre 1880 et 1920, passant de 20 à 10 millions d'habitants.
- En Côte d'Ivoire, entre 1900 et 1910, la population passa de 1,5 millions à 1600 000 habitants
- Soudan, en 1882 (début de la colonisation : 9 millions d'habitants. Vingt ans après : 2 millions d'habitants...

## Paroles de torturés

### Témoignages d'anciens détenus, de militaires et de médecins à propos des tortures commises dans la prison d'Abou Ghraib

**L**e New York Times (NYT) a publié, vendredi 21 mai, des témoignages que des détenus et des soldats américains de la prison d'Abou Ghraib ont livré aux enquêteurs militaires qui mènent les investigations.

Le détenu Abdel Wahab Youss a dit que les gardes ont pris ses vêtements et son matelas, après avoir découvert une brosse à dents brisée dont ils ont craint qu'elle serve d'arme. Le lendemain il fut menotté et attaché à la porte de la cellule pendant deux heures avant d'être conduit dans une chambre close, où les gardes l'ont aspergé d'eau froide et l'ont forcé à plonger la tête dans ce qu'ils lui ont dit être de l'urine. « Après quoi ils m'ont battu avec un balai et ont écrasé ma tête de leurs pieds alors qu'elle était encore dans l'urine ».

Le détenu Amid Saïd Al-Cheikh a affirmé que les gardes l'ont obligé à manger du porc et à boire de l'alcool en dépit des interdits musulmans. Selon lui, une hostilité à l'islam transparaissait continuellement. « Ils m'ont donné l'ordre d'insulter l'islam et parce qu'ils ont commencé à frapper ma jambe brisée, j'ai insulté l'islam », dit-il, faisant référence à une blessure qu'il avait subie dans des circonstances non élucidées. « Ils m'ont ordonné de remercier Jésus d'être en vie. J'ai fait ce qu'ils m'ont ordonné de faire ».

Le détenu Hussein Mohsen Mata Al-Zayatia a déclaré : « J'ai tenté de me donner la mort, mais je n'avais aucun moyen pour la faire », lorsque l'enquêteur lui a demandé

ce qu'il a éprouvé lorsqu'il a été forcé de se masturber et de faire partie d'une pile d'hommes nus.

Le réserviste Joseph Darby venait d'arriver à la prison d'Abou Ghraib en octobre 2003 lorsque son ami le réserviste Charles Graner lui a montré une photo, prise par caméra digitale, d'un prisonnier nu enchaîné dans sa cellule, les bras levés. « Je savais que je devais faire quelque chose. Je ne voulais plus voir de prisonniers maltraités parce que je savais que c'était mal », a dit Darby aux enquêteurs. Son témoignage a été à l'origine de l'ouverture d'une enquête sur les mauvais traitements dans la prison d'Abou Ghraib et dans d'autres centres de détention. En donnant l'alerte, le réserviste Darby s'est singularisé d'autres soldats qui étaient au cou-

rant des abus. Selon les documents obtenus par le Times, plusieurs autres personnes, y compris des médecins, ont vu ou entendu parler de telles photos, ont été témoins de tels abus.

Le médecin Neil Wallin dit avoir eu un patient qui avait les vêtements ensanglantés et la tête couverte d'un sac. Il a lui a fallu poser treize points de suture au-dessus de l'œil, sur son nez et son menton. Il a également dit avoir vu des détenus mâles forcés de porter des sous-vêtements féminins et regardé une vidéo dans laquelle un prisonnier, connu pour s'enduire avec ses propres selles, se cogner « très fort » la tête contre le mur.

Amélie, [Tolbiac] (D'après Le Monde)





# Mensonges irresponsables sur le nucléaire

## Zéro risque ? Du samovar russe à la cocotte française, les illusions perdues :

A une heure vingt-trois minutes, dans la nuit du 26 avril 1986, se produit sur le réacteur 4 de la centrale ukrainienne de Tchernobyl l'accident le plus grave de l'histoire du nucléaire civil. Cette centrale n'avait que deux ans. Aujourd'hui, on estime à sept millions le nombre de personnes souffrant directement et quotidiennement des conséquences de l'accident. Les populations les plus touchées sont évidemment celles qui vivaient, et vivent encore, à proximité de Tchernobyl : Ukraine, Biélorussie et Russie. En Biélorussie, le sol a absorbé près de 70% des radionucléides échappés de la centrale, comme le césium 137, actif pendant plus de trois cents ans.

C'est deux millions de personnes qui sont touchées. Dans le sud de la Biélorussie, des études médicales indépendantes corroborent ces affirmations : « En pratiquant des centaines d'autopsies, Youri Bandazhevsky et son équipe ont montré que le césium 137 s'accumulait dans les tissus musculaires, à commencer par le cœur : 70% des 2000 enfants contrôlés dans la zone très contaminée de Gomel souffrent de pathologies cardiaques [...]. Le césium accumulé dans l'œil provoque des cataractes : en 1997 à Svetlovici près de Gomel, 25% des 13-15 ans étaient touchés. Pendant la grossesse, le placenta des futures mères stocke le césium qui irradie le fœtus, puis les mères nourrissent leur bébé avec du lait contaminé. D'où des pathologies variées, comme le 'sida de Tchernobyl', une déficience immunitaire. Enfin, l'alliance des radionucléides et du plomb [...] a provoqué des troubles mentaux et des maladies gastro-intestinales. Il s'agit d'une catastrophe nationale. »

Quant à la France, les chiffres concernant les cancers de la thyroïde ont doublé, suite à l'accident nucléaire de 1986. On le voit, où que soit construite une centrale nucléaire, elle est un danger international. Peut-être sera-t-il utile de préciser que les centrales nucléaires françaises ne sont pas plus sûres que les centrales construites en Urss. Quant aux idées farfelues selon lesquelles l'accident nucléaire est plus un accident 'soviétique', c'est oublier l'accident de Three Mile Island (sur un réacteur qui ne fonctionnait que depuis 11 mois) et l'accident qui a eu lieu au Japon.

## Zéro pollution ? Chantage à l'effet de serre :

Le nucléaire est souvent présenté comme la panacée universelle contre l'effet de serre. Or rien n'est plus faux, le nucléaire produit certes peu de gaz à effet de serre, c'est oublier plusieurs choses : les centrales nucléaires nous font courir un risque encore plus grand ! Ensuite, pour vraiment remplacer les énergies fossiles, il faudrait multiplier par dix la production d'électricité nucléaire d'ici 40 ans soit... la construction de près de 4000 centrales nucléaires.

Ce choix représenterait un risque fantastique, un coût véritablement abyssal (plusieurs dizaines de milliards d'euros) et pour tout dire irréalisable (l'uranium, comme le charbon, le gaz et le pétrole est une ressource limitée). Sans oublier que l'essentiel des émissions françaises des gaz à effet de serre provient de l'usage de l'énergie dans les transports, les bâtiments, l'industrie et l'agriculture, secteurs qui n'ont pas recours à l'électricité d'origine nucléaire.

## Le nucléaire, un danger pour les travailleurs... du nucléaire

En effet, alors que tout le monde se berce de discours sur la propreté de l'énergie nucléaire, personne ne semble s'inquiéter du sort des mineurs exploités en France, au Canada, en Afrique, en Australie exploités par la Cogéma. Qui s'inquiète de l'excès de mortalité par cancer du poumon et du larynx chez les mineurs d'uranium de France. Qui s'inquiète du recours de plus en plus fréquent à la sous-traitance en France dans les centrales nucléaires... ce qui empêche certains travailleurs la reconnaissance de leur maladie professionnelle (n'ayant pas travaillé assez longtemps pour cela). Qui s'inquiète du sort des productions agricoles qui seraient complètement sinistrées, des familles des salariés du nucléaire exposés à un accident ? Pas le lobby du nucléaire qui passe son temps à rassurer la population en lui fermant les yeux, mais le mouvement contre le nucléaire !

## Sortir du nucléaire maintenant, c'est possible et urgent : Economies d'énergies, énergies renouvelables et recours transitoire aux énergies fossiles

Une intense propagande en France a fait croire qu'il était mieux de construire des centrales nucléaires (il y en a près de 60 en France) et de fermer les centrales utilisant les énergies fossiles au nom de principes écologiques ! Mais, le risque que fait courir l'énergie nucléaire est bien plus grand que celui des centrales à charbon. Or maintenant, pour qu'il y ait une sortie rapide du nucléaire, cela implique de n'imposer aucune condition préalable, ce qu'impliquent les discours sur les économies d'énergie et les énergies renouvelables. Aujourd'hui, sans changer nos modes de consommation ni la capacité énergétique de la France, il est possible de mettre à l'arrêt près de 70% des réacteurs sur les 57 existant (dont l'équivalent de 12 centrales servent à l'exportation d'électricité) et l'abandon pur et simple des nouveaux projets de centrales nucléaires (EPR). On l'aura compris, la sortie rapide ne résout pas tous les problèmes écologiques que connaît la planète mais elle permet d'éliminer une épée de Damoclès qui caresse notre cou en permanence. La question d'un autre monde possible est toujours posé, sans gaspillages, avec des énergies renouvelables.

## Non à la construction de nouvelles centrales nucléaires type EPR, non à la privatisation d'EDF

Aujourd'hui, alors que Sarkozy menace EDF de privatisation, alors que tous les services publics sont menacés depuis des années par la logique du profit. N'oublions pas que la construction du parc nucléaire a été décidée bien avant la première crise du pétrole de 1973, et ce sont des intérêts financiers de grands capitalistes français qui ont décidé le développement du nucléaire. Il est nécessaire de s'opposer à cette privatisation qui aggravera la situation (on risque de se retrouver avec des centrales nucléaires gérées... par le privé, c'est la joie de la concurrence dans ce secteur qui nous attend). Il est nécessaire de s'opposer à la construction de nouvelles centrales nucléaires (c'est le projet EPR) qui ne sont ni plus ni moins dangereuses que les autres. Quant à la logique économique qui sous-tend ce projet, elle conduit à ignorer le risque de chute d'un

avion commercial sur une centrale au lieu d'en faire une exigence élémentaire (la période de fonctionnement de ces centrales étant de 60 années !). Quant aux déchets, la fumeuse histoire suivant laquelle les EPR recycleront le combustible MOX (c'est le centre de retraitement de la Hague qui le produit), cette fable oubliée de préciser dans son happy end que les centrales EPR alimentées par le MOX produiront des déchets du même volume et du même poids que les centrales actuelles...

Thomas, [Dunkerque]

## Sources :

- Face à l'EPR, d'autres choix énergétiques sont possibles !, Réagir, campagne n°18, www.agri-pourenvironnement.org ;
- Nucléaire, jusqu'ici tout va bien, documentaire vidéo du Réseau sortir du nucléaire ;
- Sortir du nucléaire, c'est possible, avant la catastrophe !, Bella et Roger Belbéoc'h, éd. Esprit frappeur ;
- La mort s'exporte bien, les amis de la Terre, éd. Esprit frappeur.



# Le LMD une réforme oubliée...

La réforme LMD semble être oubliée, après les mobilisations de novembre/décembre (et le mouvement de grève initié par Rennes II) et celles du printemps (initiées par les 8 semaines de grève à Poitiers). Pourtant, la mise en place de cette réforme est au cœur des réunions des CNESER (l'instance nationale qui vérifie la validité des diplômes proposés par les facs) du mois de juin.

## L'application du LMD est encore pire que ce que l'on pouvait écrire ces derniers mois.

A Paris 7, en fonction de la filière d'où l'on vient (donc de la licence qu'on a validée), les mêmes enseignements en master débouchent sur des diplômes différents : d'un côté le master en « lettres et sciences humaines », mention « histoire, géographie et civilisation », spécialité « identité, altérité, histoire et civilisation comparée, échanges et confrontations » pour les titulaires d'une licence lettres et science humaines en histoire ou géographie. De l'autre côté, pour les titulaires d'une licence en lettres et sciences humaines en civilisation, auront un master en « lettres et sciences humaines » mention « civilisation, média, culture du droit », spécialité « identité, altérité, histoire et civi-



# Les Roms ? Trop pauvres pour être européens...

Après de nombreuses expulsions de terrains de fortune, un groupe de familles roms en errance depuis plusieurs mois dans le Val de Marne s'est installé sur un terrain situé à Saint Maur des Fossés (Val de Marne).

Ces familles ont fui la Roumanie car elles y subissent de graves discriminations. Elles essaient depuis plusieurs années de vivre en France. Elles tentent de s'intégrer, de scolariser leurs enfants, de travailler et obtenir leur droit au séjour. On voit ainsi des familles dormir dehors et malgré tout faire tout ce qui est possible pour accompagner leurs enfants à l'école dès le matin !

Le gouvernement organise la précarité et l'insalubrité de leurs conditions de vie : soit en les expulsant de France, pour courtiser

l'électorat FN des prochaines élections, soit en les expulsant de leurs terrains, pour faire un cadeau aux patrons qui exploitent au noir cette main d'œuvre peu chère, et malléable : sans papiers, difficile de revendiquer des conditions de travail et un salaire décent. « Pourtant, les pays dont sont issus les Roms entrent peu à peu dans l'Europe ? » Il faut croire que si cela permet aux capitaux de circuler, ça ne donne pas droit aux immigré-e-s de travailler légalement, avec les droits que cela confère,

d'accéder gratuitement aux soins, de scolariser les enfants ; ni à la Roumanie d'obtenir des aides européennes qui lui donnent les moyens de développer une politique sociale. Au contraire, l'Europe sert à étendre la libre concurrence et les lois du marché aux nouveaux pays membres, ce qui les obligera, s'ils veulent tenir le choc, à abandonner toute préoccupation sociale. Le peuple Rom, déjà victime de discriminations, sera forcé, de plus en plus, de s'expatrier pour survivre.

En France, des solutions immédiates et ponctuelles (meilleure salubrité des terrains, relogement, accès aux soins, scolarisation) sont nécessaires : pour les imposer, il faut défendre les immigré-e-s et les sans-papier-e-s en permanence, et créer des comités de soutien unitaires.

Mais notre rôle est aussi celui de révolutionnaires internationalistes, qui avons conscience de ne pas faire la charité, mais de défendre des intérêts communs. En effet, l'Europe libérale n'est pas celle de la libre circulation des peuples, mais de la libre exploitation des travailleurs : elle s'attaque aussi à nos droits, c'est pourquoi notre combat doit être européen... et international...

Suzanne, [94]

## Que font les directions syndicales ?

Alors que le rapport de force face au gouvernement est plus bas que cet hiver ou au printemps et que l'application est pire que ce que l'on croyait, les directions syndicales de l'UNEF et de SUD sont unanimes : on ne peut plus rien faire, il faut négocier dans les conseils pour « une bonne application de la réforme. »

## À nous d'agir contre la réforme !

Nous devons, bien entendu, nous battre dans les conseils pour essayer de gagner quelques améliorations mais surtout convaincre les autres élus de ce qu'est cette réforme.

Notre tâche principale est d'informer l'ensemble des étudiants, dès les chaînes d'inscription de juillet, pour préparer les luttes de la rentrée (en ayant, par exemple, des guides d'explication de la réforme sur nos tables syndicales). Et préparer ainsi les luttes.

Nous ne devons pas nous laisser faire. Aujourd'hui, il y a un potentiel pour mobiliser sur cette question. Nous ne devons pas le laisser passer.

Raphaël, [Jussieu]

# Les mesurette, c'est pour les starlettes

**L**undi 17 mai, en plein festival de Cannes, le gouvernement Raffarin 3 a annoncé qu'il avait « enfin » pris des « mesures » pour régler la crise des intermittents qui dure depuis un an. Depuis un an, 1800 personnes sont exclues du statut chaque mois et n'ont plus aucun revenu, ni assurance chômage pour vivre, certains ont rendu leur appartement qu'ils ne pouvaient plus payer, d'autres ne mangent plus qu'un repas par jour. Depuis un an, les femmes enceintes n'ont plus de congé maternité et accouchent dans un état d'angoisse et de pauvreté difficilement soutenables. Depuis un an, beaucoup de comédiens, de musiciens, de danseurs, etc. n'ont pas touché UN SEUL SALAIRE, parce qu'ils ont fait grève l'été dernier et que circulent aujourd'hui dans la profession des listes noires de personnes à ne pas embaucher.

Des intermittents sont donc partis au festival de Cannes pour se faire entendre, et montrer que la Culture et le Cinéma ne sont rien sans eux et celles qui la FONT.

Devant l'urgence de la situation et parce que le combat est difficile et qu'ils n'ont plus de quoi vivre, certains ont cédé du terrain face à la « dure réalité de la vie » et face surtout au Ministère, et ne réclament plus l'Abrogation du Protocole, mais se sont résignés à monter les marches du festival avec écrit dans leur dos « Négociations ».

Mais il n'est pas question de se laisser piétiner.

Rejoints par des électriciens en grève (à cause du projet de loi qui privatise EDF-GDF), des personnels du Carlton et de 15 autres hôtels en grève (ras le bol d'être

traités comme des larbins) ils ont manifesté leur colère samedi 15 mai avec tous les réalisateurs (Michael Moore, Tavernier) qui ont pour ambition de faire changer le regard qu'on porte sur le monde, et de changer le monde.

Après la manifestation, des actions de blocage étaient prévues. Elles avaient pour but de montrer aux gens ce qui se passerait si une profession ou un secteur disparaissait. Les intermittents, après la manifestation, ont occupé un cinéma du Marché Du Film, où les droits de diffusion se vendent et s'achètent avec des transactions à plusieurs millions d'euros, pour montrer que le cinéma ne se vend que parce que EUX le FABRIQUENT.

Il faut savoir que pendant le festival, Cannes devient un commissariat géant. La ville tout entière est sous vidéosurveillance, autour des bâtiments où les intermittents dormaient, des membres cagoulés du GIGN armés jusqu'aux dents étaient postés sur les toits de tous les bâtiments autour, encerclant les intermittents. Et toute la journée, des policiers en civil, sans brassard, infiltraient les intermittents, les provoquant, les bousculant, tentant de faire monter la tension, et les prenant à parti pour les pousser à la violence. La Brigade Anti Criminalité de Marseille a même été appelée à la rescousse en tant que spécialiste des bavures policières. Et effectivement nous avons tous pu voir ces images aux journaux télévisés de samedi soir et dans la presse internationale de dimanche (avant que des « consignes » soient données à la presse par le Ministère de l'Intérieur), des images où soudain les CRS chargent les intermittents qui sont assis dans le cinéma, où les portes vitrées cèdent

sous le choc. Des intermittents se font matraquer par la police, leurs camarades tentent de les protéger et les font passer derrière... où des flics en civil qui sont au milieu d'eux depuis des heures, non repérables, les rouent de coups de pied. Un intermittent se fait casser une matraque sur la tête tellement le flic a tapé fort : commotion cérébrale. Des journalistes de France 3, considérés comme des intermittents par la police parce qu'ils filment la scène (à juste titre), se font casser la gueule. Bilan : six intermittents à l'hosto, les autres en pleurs et sous le choc devant le commissariat.

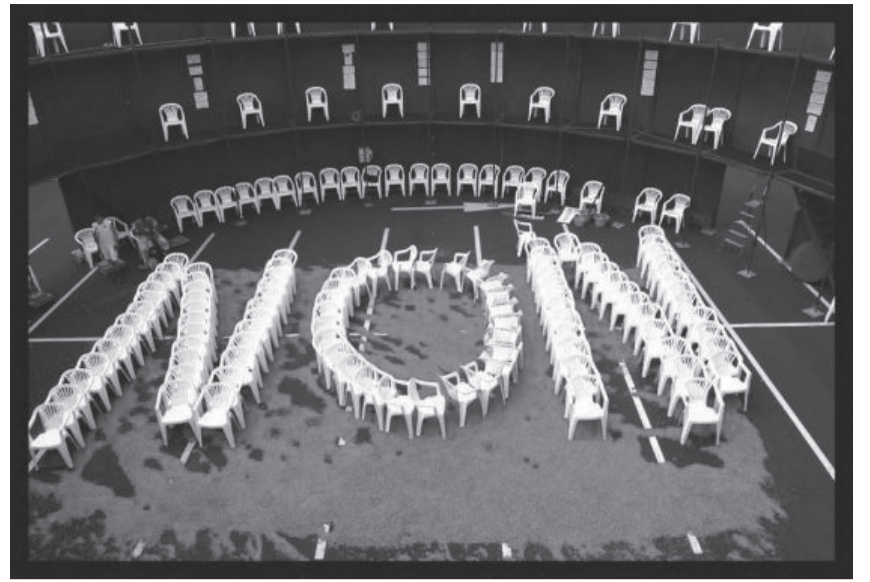
Quelles autres mesures a prises le gouvernement suite à celle-là? Le lundi, il a fait une « annonce fracassante » ; certains seront réintégrés dans le statut et indemnisés, mais sans dire pour combien de temps, ni selon quel calcul. Malgré les conneries qu'a dites Pujadas le soir même, rien n'est réglé, c'est juste histoire de faire patienter. Sauf que les intermittents ne sont pas dupes, et comme ils disent :

Les mesurette c'est pour les starlettes. Ce que nous défendons, nous le défendons pour tous.

Nos actions ne connaîtront pas de pause. Nous soutenons complètement leur cause. La question qu'ils posent et que nous posons avec eux, c'est celle du choix de société.

Rose M., [St Denis]

Site de la coordination : <http://www.cip-idf.ouvaton.org>



## La France des mosquées

Xavier Ternisien

« **A**mi lecteur, ce livre n'est pas dans l'air du temps. Réfléchis bien avant de le lire. Songe donc : il ne dit pas de mal des musulmans ! » C'est par cet avertissement provocateur que X. Ternisien, journaliste au Monde, ouvre la nouvelle édition de son livre *La France des Mosquées*.

Face à l'islamophobie, « qui n'est pas un vain mot », et la multiplication des agressions contre les lieux de culte et les personnes de confession musulmane, l'auteur entend détruire les fantasmes et les préjugés qui sont véhiculés sur les Musulmans en menant une enquête de terrain dont le but est de « conduire le lecteur à la rencontre (...) de l'Islam concret ».

Formation des imams, activités des mosquées, entretiens avec les leaders de l'Islam français, organisation des pèlerinages à la Mecque, mais aussi étude du marché de la viande halal... C'est une véritable plongée au cœur de l'Islam réel que l'auteur nous propose, bien loin de ce que l'on peut lire dans des journaux implicitement ou explici-

tement islamophobes.

Mais l'auteur ne tombe pas dans l'angélisme non plus et s'attarde sur les courants les plus réactionnaires de l'Islam de France, notamment les Salafistes qui prônent un « retour » aux fondements de l'Islam, et il expose de manière argumentée les contradictions et les débats dans les tendances de l'Islam de France.

Cette nouvelle version est mise à jour et intègre des chapitres sur l'élection du Conseil Français du Culte Musulman, les débats sur le port du voile ou ce qu'on appelle communément « l'affaire Tariq Ramadan ». L'auteur démontre entre autres, en s'appuyant sur des enquêtes de sociologues qui ont assisté incognito à des conférences de Ramadan en arabe, que l'accusation de « double langage » ne tient pas la route bien longtemps.

Un livre concret, fourni, argumenté, honnête mais pas complaisant, que l'on ne peut que recommander à l'heure où les débats sur l'Islam font rage et où les arguments ne volent en général pas très haut.

Amélie, [Tolbiac]



## ROST La voix du peuple

XIII bis Records

« **O**ppression/ Terroriste/ Espoir ». Ce sont les mots qu'on peut lire sur la tranche de l'album de ROST. Ils résument bien les thèmes abordés dans le disque. Mais ce qui vaut le détour, c'est l'appel explicite à la révolution : « Révo-lu-tion / Mes lascars dans les cités / On s'ra tous dans le rue / Ré-vu-lu-tion / Pire qu'en Mai 68 / Ré-vo-lu-tion / La prochaine s'ra hardcore » (Rév'Solution).

ROST joue le rôle de journaliste de la « CNN du ghetto », comme on dit, mais il renoue avec cette tradition militante dans le hip-hop, en abordant des sujets internationaux (11 septembre/ la voix de l'oppressé) ou en apparence plus personnels : Lettre à ma mère traite du placement des enfants pauvres en foyer... Les lyrics de ROST traduisent bien le sentiment latent de révolte qui existe dans les quartiers, la défiance d'une grande

partie de la jeunesse populaire contre les institutions de la société capitaliste (Le premier titre de l'album est : « Je viens déranger la France ») mais il représente également de manière particulièrement vivante le poids de la misère et de l'aliénation.

D'ailleurs, ROST n'échappe pas lui-même à une forme de sexisme très ordinaire (voir les paroles de Soirée sex et la photo qui les accompagne...) mais particulièrement nuisible à l'unité entre filles et garçons dans le combat contre l'oppression dans les quartiers.

Mais cela ne doit empêcher personne d'écouter cet album... Car si les rappeurs (mais ce sont loin d'être les seuls !) devront faire des progrès en matière de féminisme pour mener un combat conséquent, « 100% anti-oppression » -comme dit ROST- les rappeurs qui comme lui refusent toute récu-

pération commerciale ont beaucoup à nous apprendre.

Et ce qu'il y a de plus fort et de plus positif dans cet album, juste après l'esprit révolutionnaire, c'est l'appel à garder espoir quoiqu'il arrive. Un message simple mais fondamental par les temps qui courent.

Xavier X, [Nanterre]

P.S. : A écouter aussi : Dead Prez Revolutionary But Gangsta, et bientôt, le nouvel album de Public Enemy Rebirth of a Nation...



## Troie

Présenté comme l'événement cinématographique de ces dernières semaines, avec un budget avoisinant les 400 Millions de Dollars, et surtout affichant Brad Pitt en super star, TROIE était sensé représenter le renouveau du cinéma de genre « péplum ». Seulement voilà, ce film est d'un ennui mortel, durant plus de deux heures et demi, ou nous luttons contre le sommeil en permanence. De plus il est d'un machisme rarement égalé ces derniers temps (c'est dire...), décrit cette période de notre histoire comme celle où tout le monde est beau, riche, gentil, et représentant la guerre comme quelque chose de noble, ce qui n'est pas surprenant venant des studios de Hollywood. Je ne saurais que trop conseiller de ne pas aller voir ce film qui est d'une énorme nullité.

Laorañs, [Nanterre]

# Hiroshima, Nagasaki : crimes contre l'humanité



**A** l'école, dans les journaux, sur les calendriers ou les agendas, on nous répète bien souvent que le 8 mai est « l'anniversaire de la fin de la deuxième guerre mondiale ». Sans doute un clin d'œil à la population japonaise, pour qui le 8 mai ne représente pas grand chose.

En ce mois d'hommages vibrants aux « libérateurs » étatsuniens, un retour s'impose sur ce qui reste comme un des événements les plus barbares de l'Histoire de l'humanité : l'utilisation de l'arme atomique par les Etats-Unis pour assurer, dans le sang, et au nom de la « lutte contre la barbarie », leur leadership sur la plus grande partie possible de la planète.

## Les bombardements

Le 6 août 1945, à 8h15, le bombardier étatsunien Enola Gay lâche une bombe de 4m50 de long et 76 cm de diamètre, baptisée du doux nom de « Little boy », sur la ville d'Hiroshima. 45 secondes plus tard, la bombe explose.

Dès le premier millionième de seconde, la bombe à l'uranium libère son énergie thermique et transforme l'air en une boule de feu d'environ un kilomètre de diamètre et de plusieurs millions de degrés planant pendant quelques secondes au-dessus de la ville.

Au sol, la température atteint plusieurs

milliers de degrés sous le point d'impact.

Dans un rayon de 1 km, tout est instantanément vaporisé et réduit en cendres. Jusqu'à 4 km de l'épicentre, bâtiments et humains prennent feu. Les personnes situées dans un rayon de 8 km souffrent de brûlures au troisième degré.

Après la chaleur, c'est l'onde de choc qui dévaste tout sur son passage : elle progresse à une vitesse de près de 1000 km/h, semblable à un mur d'air solide. Elle réduit tout en poussière dans un rayon de 2 km. Sur les 90 000 bâtiments de la ville, 62 000 sont instantanément détruits.

Le troisième effet de la bombe, celui de l'explosion nucléaire, entraîne des cancers, des leucémies, effets qui n'apparaissent que des jours, des mois, voire des années après l'explosion. Selon de nombreux scientifiques, en 2004, « Little boy » tue encore.

Il y avait environ 350 000 personnes à Hiroshima ce jour-là. 70 000 meurent immédiatement. Si l'on ajoute ceux qui sont morts des suites de l'explosion, on atteint les 200 000 morts.

3 jours plus tard, une seconde bombe nucléaire (« Fat man », décidément ces gens ne manquent pas d'humour) explose dans la ville de Nagasaki. 40 000 personnes meurent immédiatement. 120 000 morts en comptant ceux qui décèdent des suites de l'explosion.

Le journaliste étatsunien Wilfred Burchett,

qui se rend quelques semaines plus tard à Hiroshima, témoigne, dans un article publié par le Daily express : « Je n'ai rien vu de tel en 4 ans de guerre. Le regard peut porter sur 30 km<sup>2</sup> sans accrocher un bâtiment ». Et plus loin « Des gens, qui n'avaient pas été atteints pendant le cataclysme, sont aujourd'hui en train de mourir, mystérieusement, horriblement, d'un mal inconnu pour lequel je n'ai pas d'autre nom que celui de peste atomique (...). Sans raison apparente, leur santé vacille. Ils perdent l'appétit. Leurs cheveux tombent. Des tâches bleuâtres apparaissent sur leur corps. Et puis ils se mettent à saigner. Des yeux, des oreilles, du nez, de la bouche... ».

Le 2 septembre 1945, le Japon, qui s'était allié avec le régime nazi, capitule.

## Les justifications officielles

Le président des Etats-Unis, Truman, déclare à la radio le 9 août 1945 : « Nous avons mis au point la bombe et nous nous en sommes servis. Nous nous en sommes servis contre ceux qui ont attaqué sans avertissement à Pearl Harbour, contre ceux qui ont affamé, battu et exécuté des prisonniers de guerre américains, contre ceux qui ont renoncé d'obéir aux lois de la guerre. Nous avons utilisé [l'arme nucléaire] pour raccourcir l'agonie de la guerre, pour sauver des milliers et des milliers de vies de jeunes américains ».

L'explication officielle est donc simple : les bombes nucléaires ont été employées pour épargner des vies (!) et pour que la boucherie de la seconde guerre mondiale se termine le plus vite possible. Le discours de Truman permet au monde « occidental » de se donner bonne conscience. Hiroshima et Nagasaki étaient un mal nécessaire. Les unes de la presse française de l'époque sont éloquentes : « Une révolution scientifique » pour Le Monde. « Une révolution stratégique » pour Le Parisien libéré.

Mais tous les observateurs et historiens s'accordent pour dire que l'armée japonaise n'avait aucune chance de tenir plus de quelques semaines face aux Etats-Unis. En 1995, dans ses mémoires, l'amiral Leahy, chef d'état-major particulier des présidents Roosevelt puis Truman, explique : « Les Japonais étaient déjà vaincus et prêts à se rendre (...). L'utilisation à Hiroshima et Nagasaki de cette arme barbare ne nous a pas aidés à remporter la guerre ». Même le général Eisenhower, qu'on ne peut pas taxer d'être un pacifiste, fit part de ses « doutes » avant l'utilisation des bombes « sur la base de [sa] conviction que le Japon était déjà battu et donc que l'utilisation de la bombe était complètement inutile ».

## Les prémisses de la guerre froide ?

Depuis 1942, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis savent qu'ils doivent compter avec l'URSS de Staline, qu'ils ne pourront gagner la guerre sans ce dernier et donc qu'il faudra partager. En 1944, c'est la fameuse rencontre de Yalta, où Churchill, Roosevelt et Staline se répartissent le monde en anticipant leur victoire finale sur l'Allemagne

nazie et ses alliés. Mais ces « accords » ne sont, pour les deux camps, qu'un moyen de se neutraliser mutuellement en attendant de pouvoir prendre le dessus sur l'autre.

Car parallèlement à ces « négociations », les Etats-Unis accélèrent leurs recherches sur l'arme atomique. Lorsque Truman (qui a remplacé Roosevelt) et Churchill apprennent, en juillet 1945, que l'essai de la première bombe atomique, au Nouveau-Mexique, est une réussite, ils savent qu'ils peuvent prendre l'avantage sur Staline. Un proche de Churchill, Lord Alanbrooke, rapporte que, selon le premier ministre britannique, « nous avions désormais entre les mains quelque chose qui rétablirait l'équilibre avec les Russes. Le secret de cet explosif et la capacité de l'utiliser modifieraient complètement l'équilibre diplomatique qui était à la dérive depuis la défaite de l'Allemagne ».

Car les troupes soviétiques ont fait la démonstration de leur puissance en Europe de l'Est. Et Staline a prévenu les Etats-Unis, dès la conférence de Yalta, que l'URSS entretrait en guerre contre le Japon « 3 mois après la fin de la guerre en Europe ». L'Allemagne a capitulé le 8 mai. La date de l'offensive soviétique est donc fixée au 8 août. Armés de la bombe, les Etats-Unis veulent écraser le Japon seuls, avant l'arrivée des troupes soviétiques. La première bombe est lancée le 6 août. Mais comme l'URSS attaque quand même le Japon le 8, une seconde bombe est lancée le 9. Les Soviétiques ne débarqueront pas, ce sont les Etats-Unis qui occuperont le Japon.

## Un nouvel ordre mondial né dans le sang

Des centaines de milliers de vies ont été sacrifiées par les « démocraties occidentales » qui s'autoproclameront par la suite « monde libre » uniquement dans le but d'établir une domination politique et économique toujours plus grande. Hiroshima et Nagasaki ne sont malheureusement qu'un remake encore plus violent des bombardements de Dresde (200 000 morts) dont l'objectif était de précipiter la chute de l'Allemagne devant l'avancée des troupes soviétiques. Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ont profité du sentiment général qui se développait à l'époque, celui de vouloir en finir le plus vite possible avec la guerre et ses conséquences dramatiques, pour rayer des villes de la carte du monde et tuer des centaines de milliers de civils innocents.

La destruction d'Hiroshima et de Nagasaki leur a permis non seulement de mettre l'URSS à l'écart mais aussi de prendre le contrôle du Japon tout en évitant un bouleversement social qui aurait pu ruiner l'économie. Un soulèvement de la population japonaise contre ses dirigeants était possible. Les bombes ont servi d'excuse aux dirigeants japonais vis-à-vis de leur peuple, les Etats-Unis ont ainsi pu conclure la paix avec ces dirigeants et les maintenir en place.

En effet ceux qui étaient en 1945 qualifiés de criminels de guerre par Truman sont devenus, après l'écrasement du Japon, ministres sous la protection du général étatsunien Mac Arthur en tant que « garants de l'armis-



tice ». Ainsi les Etats-Unis ont pu prendre le contrôle d'une économie prometteuse qui alliait la « modernité » capitaliste tout en conservant des vestiges féodaux bien utiles pour étrangler les salariés.

Mais au-delà de la rivalité directe avec l'URSS, il s'agissait aussi pour les Etats-Unis et leurs alliés britanniques de lancer un avertissement macabre à tous ceux qui, à l'avenir, oseraient se soulever contre leur domination. « Nous avons la bombe, nous sommes prêts à l'utiliser, alors tenez-vous tranquilles ». Ils ont utilisé une arme qu'ils savaient destructrice mais dont ils ignoraient encore une partie des effets. Comme en témoigne un survivant d'Hiroshima, âgé de 6 ans lors de l'explosion :

« J'affirme avec certitude que les irradiés d'Hiroshima et de Nagasaki ont été les cobayes des Etats-Unis. La bombe d'Hiroshima était fabriquée avec de l'uranium. Celle de Nagasaki contenait du plutonium. Les Etats-Unis ont évidemment expérimenté sciemment deux techniques différentes pour en mesurer les effets. Comment expliquer autrement l'installation de centres spécialisés dans l'étude des corps des victimes des deux explosions ? ».

## 60 ans plus tard

Les Etats-Unis n'ont toujours pas présenté leurs excuses à la population japonaise. Mais ils se permettent de se faire les chantres de la lutte contre le terrorisme et les « armes de destruction massive », exigeant le désarmement de certains Etats tout en poursuivant de leur côté la course aux armements : l'administration étatsunienne a en effet récemment brisé le tabou du nucléaire en expliquant que des mini-bombes nucléaires (« mini-nuke ») pourraient être utilisées dans la « lutte contre le terrorisme ». Alors n'oublions jamais pourquoi et comment les « libérateurs » ont commis des crimes contre l'humanité à Hiroshima et Nagasaki.

Amélie, [Tolbiac]



# A ne pas manquer cet été :

# Les 21<sup>èmes</sup> Rencontres Internationales de Jeunes

**L**a fin du mois de juillet est synonyme de RIJ (Rencontres Internationales de Jeunes). Durant une semaine, des Révolutionnaires venant d'une multitude de pays se retrouvent pour partager les expériences passées. Les thèmes abordés sont multiples : guerre, altermondialisme, précarité, féminisme, fascisme, luttes LGBT (Lesbiennes, Gays, bisexuels et Transgenres) ou encore écologie... Chaque militant peut de cette façon expliquer ce qui se passe dans son pays, présenter les stratégies développées et par conséquent mettre en commun les différentes luttes menées.

Pour exemple, l'an passé, un camarade espagnol a préparé un atelier sur l'écologie. Il est revenu sur la catastrophe du Prestige en Galice et ses conséquences : un désastre écologique bien sûr mais aussi la crise économique qui a suivi, l'auto organisation des mouvements sociaux (3 millions de personnes en une semaine dans les rues de Madrid pour dénoncer la marée noire et l'attitude du gouvernement) et le développement d'une solidarité nationale. Cette introduction a par la suite permis de débattre sur la place de l'écologie dans la société, de la réaction

du Parti Populaire espagnol et de faire un parallèle avec la catastrophe de l'Erika en 1999 en Bretagne...

## Changer le monde

S'il est une chose qui se confirme de jour en jour, c'est bien le développement des attaques sociales contre les travailleurs, la précarisation des jeunes, la guerre sans limite de Bush et ce, partout dans le monde. Face à ces attaques, plusieurs fronts de résistance se créent. C'est indéniable, il y a aujourd'hui un énorme potentiel pour les luttes (le mouvement anti-guerre par exemple). A nous de concrétiser ce potentiel en mobilisation de masse afin de changer le monde. Un monde sans oppression, sans misère, sans injustices...

C'est sur ces bases que nous construisons le camp.

Le camp est autogéré. Cela veut dire que nous prenons nous-même en charge l'organisation des journées ou encore les tâches collectives (entretien, service d'ordre, ...) Nous tentons d'instaurer des rapports sociaux débarrassés des préjugés racistes, sexistes et homophobes. Nous développons

l'internationalisme car notre force, c'est notre nombre.

## Des discussions politiques du matin au soir

Les journées commencent par un petit déjeuner collectif à 8 heures. S'ensuivent les premières discussions de la journée. La délégation française, comme les autres, se retrouve pour établir le programme du jour : on liste les différents ateliers, on fait des compte-rendus des débats de la veille et on se répartit les tâches (car rappelons-le, le camp est autogéré !)

A 10 heures, plusieurs débats sont proposés simultanément. Par exemple, pour la thématique guerre, chaque camarade est libre de choisir son atelier : Palestine, Irak, Guerre et médias, Construction du mouvement anti guerre, ... Les topos introductifs sont présentés par des camarades de tous pays. La barrière de la langue n'est pas un problème. On trouve toujours quelqu'un pour les traductions !

Vers 13 heures, c'est l'appel du ventre ! Les végétariens ne sont pas oubliés puisqu'il existe des repas spécialement faits pour eux. Le déjeuner est l'occasion de pousser un peu plus les relations entre les participants

du camp.

A 15 heures, on reprend les discussions : formations, débats, forums... Et ce jusqu'au dîner qui a lieu en général vers 20 heures.

Pour finir en beauté, tous les camarades se retrouvent lors d'un meeting avant de se réunir autour d'un verre (ou de plusieurs !) Les nuits sont courtes mais enrichissantes.

## Derniers petits conseils...

Pour participer au camp, il suffit de prendre une tente, un duvet bien chaud (les journées sont ensoleillées mais les nuits froides !) et sa gamelle. Ne pas oublier un cahier et un stylo car ces Rencontres Internationales de Jeunes sont un formidable outil de formation. On y développe une analyse politique plus approfondie et des connaissances internationales. La Révolution ne se fera pas de manière isolée mais tous ensemble. Unir les luttes pour être plus forts et ainsi changer ce monde capitaliste, répressif, raciste, sexiste, homophobe, guerrier... qui ne nous convient pas.

Alors, rendez-vous dès le 25 juillet dans l'Etat Espagnol pour les 21es Rencontres Internationales de Jeunes !

Magalie et Péquita, [Jussieu]

Le prix (c'est là que c'est dur !) : 125 euros, tout compris sur place, hors transport. Il comprend la nourriture et le matériel de production pour les meetings et les forums.

Côté transport, nous nous renseignons pour faire un départ collectif en bus... Plus nous serons nombreux, plus nous arriverons à faire baisser le prix.

**Sont attendus cette année des jeunes venant de nombreux pays :**

**Etat espagnol  
Portugal  
Grande-Bretagne  
Italie  
Belgique  
Pays-Bas  
Suède  
Danemark  
Allemagne  
Autriche  
Suisse  
Grèce  
Et d'autres encore...**

## Du 18 au 20 juin : Changer le monde. 3 jours de débats organisés par les JCR. Université Jussieu, annexe Cuvier, 12 rue Cuvier M°Jussieu (sous réserve)

### Vendredi 18 juin 19h Forum d'ouverture

Où va le monde ? Quelle alternative face à la globalisation impérialiste ?



### Samedi matin (10h)

A quoi sert l'Ecole ?  
La mobilisation de la jeunesse contre la guerre du Viet-nam.  
Che Guevara et la révolution cubaine.  
Le racisme républicain.

### Samedi après-midi 1 (14h)

Irak-Palestine : soutenir la résistance des peuples.  
1917 en Russie : quand les travailleurs ont pris le pouvoir.  
L'Humanité et la nature : un équilibre impossible ? (Avec M. Löwy, Universitaire)  
La précarité : esclavage moderne ?  
Arts et révolution (Avec Alexis Violet)

### Samedi après-midi 2 (17h)

"Bienvenue à Sarkoland !" : le nouvel ordre policier  
La guerre de 39-45 et le nouvel ordre mondial  
Argentine, Bolivie... Un continent en ébullition  
Une révolution sexuelle est-elle possible ?  
De novembre-décembre 95 à mai-juin 2003 : l'auto-organisation des travailleurs (Avec Christine Poupin, dirigeante de la LCR, salariée AZF)

### Dimanche 14h Forum de clôture

Comment changer le monde ? Une nouvelle génération pour la révolution !  
(Avec Olivier Besancenot)



### Samedi 20h Forum

Le marxisme révolutionnaire, une arme pour transformer le monde (Avec C. Samary, Universitaire, collaboratrice au Monde Diplomatique).

### Dimanche matin (10h)

Comment combattre le sexisme ?  
La guerre d'Algérie  
Qu'est-ce que le sionisme ?  
Mai 68 : une révolution manquée ? (Avec Alain Krivine)



Manifestation contre la guerre en Irak

Je désire participer aux 3 jours de débats organisés par les JCR : 10 euros (lycéens, précaires), 20 euros (salariés).  
 Je désire m'abonner au journal des JCR, 10 euros pour 10 numéros.  
 Je désire recevoir des renseignements sur les Rencontres Internationales de Jeunes

Nom.....  
Prénom.....  
Adresse.....  
Code postal..... Ville.....  
Téléphone.....  
JCR-RED, 2, rue Richard-Lenoir, 93 100 Montreuil - 01 48 70 42 30